

# Le Syndicalisme des Techniciens en France

---

Thèse pour le Doctorat en Droit

*présentée et soutenue le 14 Mai 1938*

PAR

**Henri CHATEAU**

---

JURY :

*Président : M. OUALID, Professeur.*

*Suffragants : M. NOYELLE, Professeur.*

*M. DOLLÉANS, Professeur.*

---

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

---

1938



**Le Syndicalisme des Techniciens  
en France**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.**

# Le Syndicalisme des Techniciens en France

---

Thèse pour le Doctorat en Droit

*présentée et soutenue le 14 Mai 1938*

PAR

**Henri CHATEAU**

---

JURY :

*Président : M. OUALID, Professeur.*

*Suffragants : M. NOYELLE, Professeur.*

*M. DOLLÉANS, Professeur.*

---

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

---

1938



## AVANT-PROPOS

Le développement qu'a pris le syndicalisme sous la poussée sociale de 1936 a suscité ces temps derniers de nombreuses études du plus haut intérêt social et historique. Le présent ouvrage est une très modeste contribution à ces travaux.

Notre position, privilégiée à cet égard, au sein d'un grand trust qui fournit depuis deux ans bientôt un immense effort d'adaptation, nous a permis les plus fructueuses observations.

Pendant que les états-majors, inquiets, cherchaient des formules, la maîtrise assistait étonnée à une évolution qui la dépassait. Maintenant encore, après la vague revendicative, l'équilibre a bien du mal à se rétablir dans de nombreuses entreprises.

Quelles sont les causes profondes du mal persistant ? Il nous est apparu qu'elles résident essentiellement dans une crise de cadres, crise qui tient aux erreurs de nos industriels comme à celles des cadres eux-mêmes. Nous ne nous proposons pas ici de traiter des premières; tout au plus évoquons-nous cette politique d'économies à courte vue qui consiste à se contenter de maîtrise de moindre formation là où il faudrait des techniciens de grande classe. Economies chèrement payées s'il en fût !

Cette politique a fait son temps chez nos industriels les plus clairvoyants car elle s'avère maintenant tout à fait dangereuse. Nos dernières lois sociales ont profondément démocratisé les rapports du capital et du travail. L'autorité brutale, la coercition ont vécu. Au surplus, depuis longtemps déjà, les techniciens les plus avertis en matière d'administration s'évertuaient à faire entendre que ces procédés ont toujours « payé » beaucoup moins que les méthodes psychologiques<sup>1</sup>.

Or, ces méthodes ne peuvent être mises en application que par des cadres doués à la fois d'une très forte personnalité et d'une objectivité éprouvée. Voici donc définis les cadres de demain, les seuls qui nous intéressent. Nous en arrivons alors à la question sociale, si brûlante aujourd'hui. Quel sera le comportement de tels cadres vis-à-vis d'elle ? Le présent ouvrage a cherché à le dégager. Sa première partie nous fait accomplir un tour d'horizon rapide sur l'économie moderne et s'attache plus particulièrement à la situation des cadres dans cette économie.

Dans la seconde partie, nous abordons l'étude des organisations syndicales de cadres. Nous nous sommes efforcé à une description aussi vivante que possible

(1) Mais combien de chefs d'entreprise s'en souciaient-ils ?

M. Wilbois, directeur de l'Ecole d'Administration et d'Affaires leur disait pourtant : « Le commandement est bilatéral. » Rien de plus exact. Il n'y a de chef que celui qui sait faire accepter son commandement de plein gré par ses subordonnés. Il doit savoir trouver les expressions, l'attitude et le ton nécessaires pour provoquer cette adhésion totale du subalterne à un ordre reçu, adhésion qui est de loin la meilleure garantie de bonne exécution. Voilà ce que les maîtres de la production et les cadres devront comprendre tôt ou tard.

de ces organisations. Le fait de les avoir jugées en fonction de leur *conscience syndicaliste* nous vaudra certainement — de tous côtés d'ailleurs — des reproches de partialité.

Nous voulons espérer pourtant que quelques esprits, entièrement nets de toute passion partisane, voudront bien reconnaître notre effort.

Avant de terminer, nous tenons à exprimer notre reconnaissance à toutes les personnalités qui ont bien voulu nous conseiller sur ce problème du syndicalisme des cadres, et en particulier à M. Dablincourt, secrétaire général de la Confédération des Travailleurs Intellectuels, et à M. Dubois, secrétaire général de la Fédération Nationale des Syndicats d'Ingénieurs, auxquels nous sommes redevable d'une documentation de toute première main.

Quant à la C. G. T., les nombreux militants, des plus humbles aux plus en vue, auxquels nous nous sommes adressé, nous ont facilité la tâche avec un empressement dont nous avons été bien souvent confondu. Nous les associons tous à ce travail.



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41553032\\_0021](https://archive.org/details/IA41553032_0021)

« Ce qui à notre époque frappe préci-  
« sément le regard, ce n'est pas seule-  
« ment la concentration des richesses,  
« mais encore l'accumulation d'une énor-  
« me puissance, d'un pouvoir écono-  
« mique discrétionnaire, aux mains d'un  
« petit nombre d'hommes...

« Ce pouvoir est surtout considérable  
« chez ceux qui, détenteurs et maîtres  
« absolus de l'argent, gouvernent le  
« crédit et le dépensent selon leur bon  
« plaisir. Par là, ils distribuent en quel-  
« que sorte le sang à l'organisme écono-  
« mique dont ils tiennent la vie entre  
« leurs mains, si bien que sans leur  
« consentement nul ne peut plus respi-  
« rer. »

(Pie XI)

« Aujourd'hui, le prolétaire a une po-  
« sition aussi basse que celle du serf  
« féodal...

« Il est impératif d'arrêter immédiate-  
« ment la transformation du fermier, de  
« l'artisan, de l'artiste, du professeur  
« et du savant, en prolétaires manuels  
« ou intellectuels, ne possédant rien que  
« leurs bras ou leur cerveau.

« Ce prolétariat sera la honte éter-  
« nelle de la civilisation scientifique. »

(D<sup>r</sup> Alexis CARREL)



## INTRODUCTION

Le prestige de notre pauvre civilisation est bien ébranlé. Attaquée du dehors par les collectivistes, qui n'ont jamais voulu la reconnaître, et dont les forces grandissent et s'organisent, elle trouve en son sein des contempteurs de plus en plus nombreux parmi d'éminents personnages à coup sûr peu suspects de démagogie et que personne ne songerait à classer au nombre des fauteurs de troubles et des aventuriers.

Et voici qu'au moment où le capitalisme n'avait jamais eu tant de méfaits à se faire pardonner, la crise la plus effroyable que le monde moderne ait encore connue éclatait. Des milliers d'entreprises, privées de leurs débouchés normaux, sont mortes étouffées par leurs stocks et leurs immobilisations. Des millions d'hommes, privés à leur tour de toutes ressources, se sont alors trouvés dans l'impossibilité d'assurer fût-ce leur simple ~~existence~~. Il a fallu souffrir, parfois mourir, et les ~~peuples~~ <sup>peuples</sup> ont pu se demander avec angoisse si l'ère des grandes famines était rouverte et si cette honte suprême allait être infligée aux vivants d'être obligés de se reconnaître indignes — puisqu'inaptes à en profiter — de la somme d'intelligence et d'activité mise au service du progrès par de longues générations de chercheurs et de bâtisseurs.

Le fait est là pourtant, et nombre d'esprits objectifs ont dû en convenir, en dépit parfois de leurs affinités sociales : l'homme s'est bien mal servi du progrès scientifique. Et par exemple, la rencontre est saisissante de ces deux intelligences également limpides encore que formées à des sources combien différentes : Pie XI, Alexis Carrel; le premier parvenu aux plus hauts sommets de la spiritualité, le second à la plus totale connaissance de la bête humaine qu'il soit actuellement possible de détenir. Ces deux grands échos convergent en une immense plainte, infiniment douloureuse, et qui trouve des résonances particulièrement profondes chez tous ceux que tourmentent les problèmes sociaux. Que de maux cette civilisation aura-t-elle engendrés, que de turpitudes, et comme il est difficile de faire comprendre aux hommes que tout est à reconstruire !

Si les zélateurs du monde moderne n'ont pas réussi, ce n'est pourtant pas que la foi leur ait manqué. A-t-on assez chanté la louange du progrès ! Nos théoriciens, des plus sages aux plus exaltés, se sont étendus avec complaisance sur l'utilisation toujours plus ingénieuse des énergies naturelles et l'économie corrélatrice des énergies humaines. Elle avait suscité. Davantage de services pour moins d'efforts. L'économie industrielle naissait sous le signe de l'abondance. Bastiat, dans ses « Harmonies », croit pouvoir distinguer dans tout produit la coexistence de deux éléments utiles : le premier, imputable au travail, s'acquiert à titre onéreux, mais le second, exclusivement

dû à la nature, ne correspond pas à un effort de l'homme, impossible de le chiffrer, il est en fait gratuit. Et de conclure triomphalement que nous courons d'évidence à l'âge d'or, grâce aux perfectionnements techniques qui, à utilité égale, réduisent l'élément travail au profit de l'élément gratuit.

Parallèlement : « L'extension prodigieuse de la production grâce à la science est l'une des idées les plus chères aux anarchistes. Kropotkine en a fait dans sa « Conquête du Pain » des tableaux enchanteurs. Il nous montre les merveilles accomplies grâce à la culture intensive par les maraîchers des environs de Paris... Il voit déjà les 3.600.000 habitants de Seine et Seine-et-Oise se procurant avec un travail annuel de 58 demi-journées par adulte tout le blé, le lait, les légumes, le pain et les fruits de luxe qu'ils pourront désirer » <sup>1</sup>. Et Kropotkine, après avoir raisonné de même pour le logement et le vêtement, nous donne un avant-goût de l'Eden futur.

Les années ont passé et l'Eden est toujours futur. Quoi d'étonnant dès lors qu'une crise comme celle que nous venons de traverser ait amené, entre autres ruines, celle de l'autorité des économistes ? Cette diatribe de Georges Duhamel en est un plaisant témoignage : « ...Je m'écarte du problème économique. J'aime la fantaisie, sans doute, mais non quand elle prend le masque du plus solennel pédantisme. Je pourrais, ici encore, parler d'incompétence. A quoi

(1) Gide et Rist. — Histoire des doctrines économiques, 1929, p. 751.

bon, dans une matière où l'incompétence est la règle, dans un monde où compétence et incompétence arrivent cahin-caha pareillement à l'erreur ? Un des premiers traducteurs français de Xénophon s'est avisé de donner au traité de l'Economique le titre de « Mesnagerie » et ce titre, de nos jours, me semblerait mieux justifié que jamais. Que les économistes, couronnés de chiffres, soient courtoisement conduits à la porte de la cité » <sup>1</sup>.

Les théoriciens ne sont pas les seuls à s'être trompés. D'autres erreurs ont été commises qui ont eu des répercussions plus tragiques, celles des maîtres de la production : groupes financiers, fondateurs et chefs d'entreprises. Chez ces hommes d'action, l'essor de la technique moderne a insufflé un tel esprit de conquête que leur sens des réalités s'en est trouvé bien souvent obnubilé. Aux investissements démesurés des périodes prospères succèdent les effondrements des périodes de crise, Dieu sait avec quel désolant cortège de misères sociales.

Erreur aussi chez les humbles dont il nous faut maintenant parler. Dès l'avènement du machinisme, l'appât du gain et l'esprit d'aventure ont vidé les campagnes au profit des grandes cités. Le gain ? Pendant près d'un siècle, l'absence ou l'insuffisance des lois sociales ont plongé le prolétariat dans une misère dont on rechercherait en vain l'équivalent à travers toute l'Histoire <sup>2</sup>. L'aventure ? l'ouvrier s'est trouvé courbé

(1) Georges Duhamel. — « L'Humaniste et l'Automate », p. 15.

(2) Sur cette effroyable époque, voir le « Tableau de l'état physique et moral des ouvriers » du Dr Villermé publié chez Re-

sous un joug tellement féroce que l'esclave antique fait véritablement figure d'homme libre en comparaison.

Devant ces monstruosités, trop de privilégiés calment leur conscience par des raisonnements faciles : il y aura toujours des riches et des pauvres puisque les aptitudes sociales des individus ne sont pas identiques chez tous; l'humanité n'est pas une, il y faut distinguer entre les élites et la masse. Ainsi, aux obscurs, considérés comme nécessairement voués à la souffrance, s'est opposée une sorte de race élue seule digne de connaître les joies de ce monde. Elle ne s'en est pas privée. De cet écrasement de l'homme par l'homme, comment la lutte des classes ne serait-elle pas née ? Et peut-on raisonnablement qualifier les opprimés d'agresseurs dans cette guerre sociale qui a déjà plus de cent ans ?

Avec le recul du temps, au fur et à mesure que s'apaisent les passions exacerbées par d'inévitables excès et que s'estompent les difficultés d'adaptation, le mouvement ouvrier monte au rang des plus nobles pages de l'histoire des peuples. « Sauf quelques brusques éclats, les masses gardent leur modération. Cette modération s'explique par le contact du travailleur avec la matière et la résistance des lois physiques. Celui qui doit gagner son pain quotidien se heurte sans cesse à de dures nécessités.

Leurs besoins, aussi journaliers que leurs travaux, inspirent les revendications des travailleurs : droit à

nouard en 1840. Ce Tableau est la reproduction de son Rapport à l'Académie des Sciences Morales.

la vie, droit au travail; leurs efforts, chaque jour répétés, donnent à ces revendications une justification jusqu'ici restée sans réponse.

Dans ses commencements, le mouvement ouvrier, selon la métaphore d'Emile Faguet, ressemble, par sa confusion et sa violence, à quelque chose « comme le balbutiement précipité et quelquefois furieux d'un colosse encore enfant ». Mais la souffrance éprouve la force. Parce qu'ils ne connaissent pas la corruption de la richesse et le précoce vieillissement dû à trop de bien-être, les obscurs sont pour la société une source renaissante de vitalité, de fraîcheur et de jeunesse » <sup>1</sup>. Ajoutons que les grands militants ouvriers de l'époque héroïque ont égalé les martyrs chrétiens en abnégation et en pureté <sup>2</sup>.

(1) Dolléans, « Histoire du Mouvement Ouvrier », Tome I, p. 31.

(2) Notre comparaison n'est pas amenée par un vain souci de dithyrambe, elle est l'expression d'une très exacte réalité. Cf. la vie de Varlin : « La forte personnalité de Varlin n'est pas, ce qui est rare, une prison. Son cœur, son intelligence sont largement ouverts, il n'exprime son opinion qu'après avoir écouté celle d'autrui. Plein de bienveillance, il aperçoit d'abord dans celui qui s'adresse à lui, non les défauts, le vice apparent, mais il sait deviner l'homme secret. Son instinct dégage le diamant caché. Il fait crédit à l'homme, crédit à la classe ouvrière... Eugène Varlin offrait à ses camarades l'image vivante du militant. Pas un instant, du reste, il n'a songé à donner de leçons aux autres. Il lui suffisait de les aimer... Il a été tout à la fois un apôtre, un homme d'action, un organisateur. Chez lui, aucun verbalisme..., son regard droit, volontaire est toute compréhension et toute sympathie. » (Dolléans, op. cit., p. 318-321).

Et voici le calvaire : « Le dimanche 28 mai 1871, après avoir combattu au 6<sup>e</sup>, au 3<sup>e</sup>, au 11<sup>e</sup> arrondissements, Varlin, épuisé s'assoit sur un banc place Cadet. Un passant le reconnaît, demeure un moment hésitant, puis à la patrouille qui passe, le désigne. Les soldats le frappent à coups de crosse. On lui jette ordures et boue. Varlin contemple avec sérénité la foule dont il veut l'émancipation... Par les rues escarpées de Montmartre, Varlin est traîné une grande heure. « Sous la grêle des coups, sa jeune tête mé-

Leurs efforts et leurs sacrifices ne sont pas restés vains. Grâce à eux, la classe ouvrière a vu peu à peu s'accroître son bien-être et chacune de nos lois sociales a marqué un pas en avant dans cette lutte pour le pain qui n'est pas l'effet d'un « matérialisme sordide » comme on a osé le proclamer, mais une « lutte pour des valeurs idéales, universellement humaines, si le manque de pain signifie manque de liberté, si, en d'autres termes, la pauvreté signifie un attentat à la dignité humaine par des soucis avilisants et la dépendance sociale, par l'exploitation économique et l'humiliation d'une classe » <sup>1</sup>.

Malgré ces progrès indéniables, l'essentiel reste encore à faire. Par le jeu de la concentration industrielle, le sort d'effectifs de plus en plus importants est lié aux destinées d'un nombre d'entreprises de plus en plus réduit. La faillite d'un gigantesque trust constitue un péril si angoissant que l'Etat lui-même est parfois contraint d'intervenir.

L'interdépendance du social et de l'économique devient ainsi plus étroite que jamais. Or, le progrès économique n'a pas été de pair avec le progrès social. Les réformes sociales actuellement acquises ont pu

ditative qui n'avait jamais eu que des pensées fraternelles, devient un hachis de chairs, l'œil pendant hors de l'orbite. » (Lissagaray, Histoire de la Commune de 1871). Quand il arrive rue des Rosiers, il ne marche plus, on le porte. On l'assoit pour le fusiller. Les soldats crèvent son cadavre à coups de crosse. Sicre le dépouille, distribue aux soldats l'argent trouvé dans ses poches et prend la petite montre que lui ont offerte les relieurs en septembre 1864. » (Dolléans, op. cit., pp. 387-388).

Une aussi lumineuse figure n'est-elle pas digne d'un vitrail de Chartres ?

(1) Henri de Man, « L'Idée Socialiste », p. 395.

s'opérer dans le cadre du régime capitaliste. Les réformes économiques, au contraire, pour indispensables qu'elles soient devenues, semblent impossibles à réaliser dans ce même cadre. Le capitalisme implique nécessairement un certain degré d'anarchie économique (an-arkè, absence d'autorité) qui le rend incompatible avec toute réforme sérieuse de cette nature.

Tour à tour débordé par l'économique dans les périodes de surproduction et par le social dans les périodes de reprise, le capitalisme apparaît comme un monstre en proie à des crises incessantes par suite du manque d'harmonie dans le développement et l'activité de ses organes.

Nous ne voulons, dans cet ouvrage, retenir qu'un aspect social de nos maux présents. La crise que nous venons de traverser était à peine terminée que l'agitation ouvrière reprenait, venant confirmer une fois de plus la loi énoncée par M. Rist en 1907. L'éminent économiste établit que la courbe des grèves est en raison directe des exportations et en raison inverse du chômage<sup>1</sup>. M. Pic, commentant cette loi, ajoute : « Il en sera ainsi tant que, par suite du manque de souplesse de notre organisation sociale, la grève ap-

(1) Rist, « La progression des grèves en France et sa valeur symptomatique. » (Revue d'économie politique, 1907, p. 161 ss.)

Pour 1936, nous nous bornerons à donner un indice de chômage; les perturbations monétaires ne nous permettent pas de commenter avec une sûreté suffisante les indices du commerce extérieur.

|      |    | Janv. | Fév.  | Mars  |       |       |     |
|------|----|-------|-------|-------|-------|-------|-----|
| 1936 | a) | 474,5 | 487,5 | 465   | 446   | 422   | 420 |
|      | b) | 99,6  | 100,4 | 100,6 | 100,7 | 101,1 | 102 |

a (nb. des chômeurs secourus, en milliers).

b (nbs. indices de la main-d'œuvre employée dans les établissements occupant plus de 100 ouvriers).

paraîtra aux ouvriers comme un moyen brutal, sans doute, mais efficace, de s'adapter aux circonstances économiques, et d'obtenir la part de profit à laquelle ils peuvent légitimement prétendre » <sup>1</sup>.

Il faut remarquer que cette loi, s'appliquant aux mouvements de juin 1936, les lave de tous soupçons infâmant en les identifiant à des phénomènes naturels, c'est-à-dire beaucoup moins voulus que subis par les hommes. Quant à l'ampleur même de ces mouvements, elle tient à une conjoncture tout spécialement favorable où quatre facteurs au moins ont joué le rôle de stimulants :

— l'acuité même de la crise; elle permettait de prévoir une réaction sociale à l'échelle,

— l'avènement d'une majorité politique répondant aux espoirs des classes laborieuses,

— la fusion des grandes organisations syndicales : C. G. T. et C. G. T. U.,

— l'emploi de nouvelles techniques de grèves particulièrement efficaces.

Est-ce à dire que ces mouvements, rigoureusement apparentés à des phénomènes maintes fois observés, ne présentent rien de bien original ? Certes non. La crise qui les précède a provoqué un tel bouleversement qu'ils n'ont pas joué sur leur terrain habituel, celui d'une économie en pleine renaissance, enter rant allègrement son passé, battant le rappel des capitaux inquiets, mobilisant les élites et gonflant les ambitions de tous.

(1) Pic. — Traité élémentaire de législation industrielle, 6<sup>e</sup> éd., p. 177.

Le chômage, en particulier, a exercé cette fois des ravages extraordinaires. Il s'est étendu largement à la main-d'œuvre qualifiée et aux cadres de la production. En outre, ces catégories jusqu'ici privilégiées se sont vues menacées par les progrès de la rationalisation dans des conditions que nous développerons. Le malaise persiste, les techniciens sont durement éprouvés et nombre d'entre eux se demandent pour la première fois s'ils pourront se satisfaire encore longtemps d'un régime qui fait aussi bon marché de ses serviteurs les plus intelligents et les plus zélés.

C'est là le fait très nouveau que nous nous proposons d'étudier dans cet ouvrage. Son importance ne saurait échapper. Le capitalisme s'est aliéné irréductiblement la classe ouvrière depuis plus de cent ans. Si demain les techniciens devaient le renier à leur tour, ses jours seraient comptés.

Nous adjurons les plus ombrageux défenseurs de l'ordre établi de bien y réfléchir. Ce serait très mal servir les idées d'ordre que de s'entêter à nier une évolution inéluctable en continuant de « vivre à son aise, dans une souveraine tranquillité des fléaux qui affligent le genre humain » (Bossuet, sermon sur l'impénitence finale). Beaucoup plus beau serait que tous les hommes de bonne volonté se réunissent loin des remous de l'actualité pour jeter les bases de la cité future et arrêter les moyens propres à faciliter l'action et les transitions. Nous ne poursuivrons pas plus avant. Rêver nous est interdit.

PREMIERE PARTIE

LES TECHNICIENS  
ET L'EVOLUTION INDUSTRIELLE



## CHAPITRE PREMIER

### L'EVOLUTION INDUSTRIELLE

« Les historiens parlent avec des accents d'admiration de la « Révolution Industrielle » dont le 18<sup>e</sup> siècle fut témoin; les futurs savants devront probablement admettre que le début du 20<sup>e</sup> siècle a produit une transformation considérablement plus importante encore. »

Professeur Luigi de Simone.

L'histoire industrielle a perdu cette unité qui permettait à nos professeurs d'hier de nous la présenter comme une « ère » aux aspects nettement caractérisés. Il apparaît déjà qu'elle aura ses grandes phases, profondément différenciées, et dès aujourd'hui cette expression d'« industrialisme » en est arrivée à englober les concepts les plus divers; elle risque ainsi de provoquer des confusions et des obscurités et devrait être bannie — avec toutes ses sœurs — de la terminologie économique. Veut-on des exemples de ces confusions possibles ? Il n'est plus du tout certain que l'énergie humaine libérée par la machine trouve son réemploi dans les mêmes conditions qu'autrefois. De même, peut-on affirmer encore, comme on pouvait le faire en 1880, que la division du tra-

vail dans une entreprise est fonction de son équipement industriel ? La machine d'aujourd'hui ne marque pas qu'un progrès technique sur celle d'il y a cinquante ans, elle présente avec elle, sous l'angle économique et social, une différence de nature qui n'est pas encore assez dégagée.

Il y a donc, dans ce domaine, nécessité d'une revision urgente de certaines notions données trop souvent encore pour classiques cependant que leur désuétude éclate aux yeux de l'observateur attentif. « Il est indispensable de prendre conscience des transformations profondes que le capitalisme a subies dans les cinquante dernières années. Là est le point crucial du problème : faute de l'avoir suffisamment aperçu, partisans et adversaires du régime se sont parfois opposés les uns aux autres des arguments qui, valables peut-être pour le 19<sup>e</sup> siècle, n'ont plus aujourd'hui la même portée » <sup>1</sup>.

Nous étudierons successivement l'aspect technique, puis l'aspect financier de l'industrie contemporaine.

## SECTION I.

### LE PROGRÈS TECHNIQUE.

#### § 1. — *La Machine.*

Le premier divorce des faits d'avec les conceptions classiques se situe vers l'Exposition Universelle de 1889 qui consacre le triomphe de l'électricité. Rapi-

(1) Gaëtan Pirou. — *La Crise du Capitalisme*, 2<sup>e</sup> édit, p. 101.

dement, la machine motrice individuelle disparaît. les grands secteurs de distribution s'organisent et la production du courant alternatif à haute tension permet le transport d'énergie à de très longues distances.

Des usines vont s'installer sur les points les plus divers du territoire. Autre conséquence : le prix de revient de l'unité de force tend à s'égaliser pour tous les industriels et du même coup tombe un redoutable élément de concurrence.

Il y a plus. la machine à vapeur fournissait une force grossière, brutale, irrégulière, difficilement orientable, et la main de l'homme restait indispensable pour les opérations délicates ou complexes. A l'inverse, l'énergie électrique se révèle d'une telle souplesse que l'habileté manuelle va se trouver dans bien des cas en état d'infériorité. La machine-outil, considérée jusqu'alors comme l'ultime perfectionnement mécanique, commence à son tour à reculer devant la machine automatique. Une force infiniment subtile et disciplinée pénètre partout : elle manie elle-même l'outil, surveille et règle son travail sur la matière, transporte le produit semi-ouvré de poste en poste à travers toute l'usine et ne l'abandonne que lorsqu'il a reçu son conditionnement définitif.

L'automatisme est né et n'a pas encore fini de nous étonner. Voici par exemple l'avance du progrès dans une usine américaine d'après M. Druesne<sup>1</sup> : « L'automatisme absolu arrive à grands pas. L'exemple le plus frappant qu'il m'ait été donné de voir se trouve

(1) Maurice Druesne. — « Les Problèmes Economiques et la Technocratie », p. 42.

à Milwaukee, dans l'Etat de Wisconsin aux Etats-Unis. Les techniciens qui ont l'occasion de passer par Chicago ne manquent jamais de se rendre à Milwaukee pour visiter les usines de la A. O. Smith Corporation... Là, dans un vaste hall de 400 pieds de long, des machines fabriquent 10.000 châssis d'automobile par jour; 208 hommes suffisent à l'opération. Les matières premières pénètrent à un bout du hall, sont inspectées, acceptées ou rejetées par de véritables monstres mécaniques et les châssis, prêts à être expédiés, vont automatiquement se ranger dans des wagons de chemin de fer à l'autre bout du hall. Il suffit de changer certaines pièces pour produire des châssis d'une marque différente. Quelques minutes d'arrêt et les machines recommencent à fabriquer inlassablement.

Dans ces usines automatiques, comme dans les centrales d'électricité modernes, l'homme ne fait plus que manœuvrer des leviers, couper ou lancer des courants électriques, pousser des boutons et surveiller des instruments. Et même dans ce domaine la faillibilité de l'homme tend à être remplacée par l'infailibilité des cellules photo-électriques, régulateurs automatiques ou autres inventions; ces mécanismes ne connaissent pas la fatigue. »

Il est bien évident que de tels investissements en matériel n'ont été engagés qu'après des calculs extrêmement serrés sur les prix de revient et les amortissements, calculs établissant que l'énergie humaine « paye » de moins en moins et se trouve chaque jour un peu plus handicapée par les avantages croissants de l'automatisme.

Dès lors, c'est la ruée vers les machines. M. Druesne indique qu'aux Etats-Unis, le coût de la main-d'œuvre dans une automobile de 3.000 dollars est d'environ 180 dollars, soit 6 % et que ce coût diminue constamment. Toujours aux Etats-Unis : « Le nombre des ouvriers occupés dans la production des machines de tous genres a augmenté, de 1914 à 1925, de 70 % alors que la population des Etats-Unis n'augmentait que de 15 %. Pour cette période de 11 années seulement, le nombre de ceux qui fabriquent des machines augmente deux fois plus vite que le nombre de ceux qui en usent » <sup>1</sup>.

Les conséquences de cette folle accélération sont incalculables, et la théorie classique qui présente toute nouvelle machine comme un facteur de déséquilibre social purement accidentel et temporaire appelle depuis une vingtaine d'années les plus sérieuses réserves.

Autre théorie mise à mal et que nous rappelions plus haut : la division du travail, fonction du progrès mécanique, multiplierait les spécialistes. En réalité, dans ces entreprises surmécanisées comme celle que décrit M. Druesne, le spécialiste a complètement disparu des ateliers, chassé par l'automatisme. Par contre, de nombreux techniciens sont nécessaires pour la mise au point des procédés mécaniques. C'est donc dans les bureaux qu'il faut maintenant chercher les spécialistes et non dans les ateliers. Henri de Man a très bien noté cette évolution : « La période d'industrialisation pendant laquelle la machine remplaça

(1) Luigi de Simone, conférence donnée le 7 juin 1935 à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de l'Université de Lausanne.

l'artisan par l'ouvrier, fut suivie dans les industries les plus développées d'une période d'automatisation, la machine finissant par se substituer aux ouvriers eux-mêmes. Dans la première période, le progrès technique suscite un prolétariat industriel de plus en plus nombreux. Dans la seconde période, le nombre des ouvriers diminue au profit du nombre des employés et des chômeurs. L'introduction de la machine-outil exige de nouveaux ouvriers, mais le recul de la machine-outil devant la machine automatique dépeuple les fabriques et peuple en revanche les offices de chômeurs, en même temps qu'il multiplie, par rapport au nombre des ouvriers les employés de bureaux » <sup>1</sup>.

Ce personnel administratif de plus en plus considérable dont parle Henri de Man ne se compose pas évidemment que des spécialistes chargés d'étudier les nouvelles techniques; il comprend surtout une foule d'employés utilisés à des travaux de préparation, de comptabilité, de secrétariat ou de classement. Mais quel qu'il soit, nous allons voir qu'il n'est pas à l'abri de la mécanisation.

## § 2. — *L'organisation scientifique du Travail.*

L'observation scientifique de plus en plus poussée des gestes du spécialiste a permis, pour commencer, l'élimination quasi-totale de tous ses temps improductifs c'est-à-dire de ceux pendant lesquels il ne fournit pas ce travail spécial qui le qualifie.

(1) De Man. — « L'idée Socialiste », p. 473.

En ce sens, les indications suivantes sont particulièrement suggestives <sup>1</sup> : « Nous avons connu l'époque — elle n'est pas si loin de nous — où l'on considérait comme un ouvrier supérieur le tourneur capable de calculer lui-même les engrenages à employer pour produire sur sa machine un filet déterminé; où le métier de trempeur d'outils était regardé comme particulièrement difficile et rempli de mystères..... Ces temps sont révolus; le progrès a marché depuis lors. Les 15 dernières années, particulièrement, ont vu s'accomplir dans l'industrie des transformations profondes dont l'influence sur les métiers mérite d'être étudiée..... L'on se trouve soit devant de nouveaux métiers, soit devant un nombre considérable d'occupations provenant de la réunion de fragments d'anciens métiers, soit encore et surtout devant la subdivision et la simplification des professions anciennes, toujours en vue d'accélérer la fabrication et d'en améliorer la qualité :

A. — *Métiers nouveaux* <sup>2</sup>.

Ils sont relativement peu nombreux :

1) Dans les ateliers :

.....  
.....

— les chronomètres de temps d'usinage et de montage.

(1) Bulletin du Comité Central Industriel de Belgique, 18 novembre 1936, rapport de la Commission de l'Enseignement Industriel sur l'évolution des métiers et son influence sur l'enseignement professionnel.

(2) Nous nous bornons à citer les métiers nécessitant des techniciens.

- les agents de planning (distribution du travail).
- 2) Dans les bureaux de fabrication :
  - les techniciens chargés de déterminer les « opérations » de fabrication.
  - les techniciens chargés de calculer les « temps » d'usinage.

*B. — Transformation des anciens métiers.*

.....A titre d'exemple, nous reproduisons ci-après les travaux incombant en 1920 et en 1936 aux contre-maîtres..... dans une usine où, en raison des types de matériel fabriqué, l'on ne peut faire de la série :

Travaux effectués. — Contremaîtres :

1920

1936

1) Préparer le travail pour ses ouvriers (approvisionner matières, outils et outillages).

2) Distribuer le travail pour essayer de respecter certains délais de fourniture et occuper tous les ouvriers.

3) S'assurer si possible que les matières et outillages sont à pied d'œuvre au moment voulu pour éviter les arrêts du travail

4) S'assurer par estimation des temps de travail

1) Guider et instruire les ouvriers dans leur travail.

2) Veiller à ce que les outillages, les vitesses, avances et montages indiqués aux fiches d'instructions soient judicieusement employés.

3) Veiller à la propreté des machines et outillages

4) Faire régner la discipline.

que les ouvriers ne traitent pas.

5) Veiller à la propreté des machines, des outillages et à leur bonne utilisation.

6) Faire régner la discipline. ».

Parallèlement à cette évolution des métiers, longuement développée dans le rapport que nous venons de citer, l'organisation générale des entreprises se transforme elle-même profondément. Les services d'une même firme sont assujettis à des réglementations et des contrôles de plus en plus serrés et leur interdépendance s'affirme chaque jour plus étroite.

Enfin, l'organisation scientifique du travail s'est étendue rapidement aux travaux administratifs et avec un succès d'autant plus grand que l'organisation des bureaux reste très archaïque dans nombre d'entreprises. Les économies obtenues grâce aux nouvelles méthodes sont donc plus sensibles encore. Notons simplement cette remarque de M. Planus<sup>1</sup> : « Lorsque l'organisateur, habitué à perfectionner le statut d'activités très diverses, s'est attaqué au problème comptable, il a été frappé par l'archaïsme des méthodes actuelles. Il ne s'agit pas d'exécuter le plus économiquement possible des opérations qui peuvent

(1) Paul Planus. — « L'organisation rationnelle et les affaires », plaquette éditée pour les élèves du Centre de Préparation aux Affaires.

être supprimées, il s'agit de les supprimer en maintenant la sécurité et il en résulte une économie encore plus grande.

On en vient ainsi à faire disparaître la plupart des travaux correspondant à la tenue des comptes de passage, conservant seulement provisoirement intactes les méthodes relatives aux comptes de résultats ».

Ces quelques lignes peuvent être tenues pour l'arrêt de mort de milliers de « ronds-de-cuir ».

Nous verrons enfin, en abordant l'évolution du rôle technique des cadres, que l'organisation scientifique s'est attaquée avec succès aux activités qui semblaient être le plus à l'abri de la mécanisation.

### § 3. — *La concentration industrielle.*

« Il est manifeste pour qui observe impartialement l'évolution contemporaine que le capitalisme d'aujourd'hui a le plus souvent chassé la concurrence et que les ententes industrielles règnent dans toutes les branches de l'industrie et du commerce où la concentration a fait son œuvre et où les chefs d'entreprises s'aperçoivent que leur intérêt commun est de cesser la lutte et d'exploiter en commun le marché » <sup>1</sup>.

La constitution d'un trust participe à la fois du traité de paix et de l'alliance offensive. Paix entre des producteurs qui se disputaient le marché, alliance de ces mêmes producteurs avec mise en commun de tout l'appareil industriel, réorganisation générale,

(1) G. Pirou. — « La Crise du Capitalisme », 2<sup>e</sup> éd., p. 103.

suppression des doubles emplois, comparaison des méthodes et adoption des meilleures.

Ces profonds remaniements techniques aboutissent à une réduction sensible des prix de revient, laquelle, à son tour, va permettre de nouvelles conquêtes sur le marché. Pour nous en tenir aux répercussions techniques, nous y trouvons de nouvelles possibilités de rationalisation. La fusion de plusieurs entreprises est presque toujours une cause de réduction des effectifs, et nous devons noter tout particulièrement que la maîtrise supérieure et les services centraux techniques ou administratifs sont directement menacés, au même titre que le personnel subalterne, par tout ce qui est entente ou concentration.

#### § 4. — *Conclusion.*

Après ce rapide examen de l'évolution technique récente, nous pouvons avancer ces lignes d'Henri de Man dont ne sauraient trop se pénétrer tous ceux qui s'avisent d'aborder la question sociale :

« Si la plupart des producteurs d'idéologies appartenant à la classe des intellectuels avaient été moins étrangers au monde des machines et des fabriques, ils auraient mieux compris pourquoi les ouvriers ne détruisent plus, comme jadis, les machines et ne peuvent pas non plus prendre goût à l'offensive dirigée contre les machines par les beaux esprits néoromantiques, quoiqu'ils aient à endurer les pires conséquences du progrès technique actuel sous la forme

de la monotonie du travail et sous celle du chômage. Les intellectuels auraient su alors que dans la phase actuelle de l'évolution technique un monde est en gestation, qui diffère tout autant du monde de nos grands-pères que celui-ci différerait du monde de leurs aïeux d'il y a six mille ans.

Les symboles de ce monde ne sont plus les leviers en marche, les roues de transmission, ou les pistons faisant la navette. Au lieu de ces choses, il y a des forces.....

Ce monde est constitué non plus par des choses qu'un particulier peut posséder, mais par des processus auxquels tous coopèrent.

Rien n'est plus faux que l'idée des théoriciens pessimistes, qui estiment..... que les progrès de la technique ne signifient rien d'autre que des changements quantitatifs : produire plus, aller plus vite, voler plus haut, etc. En réalité, dans l'histoire de l'humanité, il n'y a pas beaucoup de changements qualitatifs qui puissent être comparés, eu égard à leur signification révolutionnaire pour la société et la culture, au passage du mouvement mécanique au mouvement électrique, de la technique du levier à la technique des ondes, de la roue dentelée au fil électrique et à la transmission sans fil, du processus matériel du travail au processus énergétique... » <sup>1</sup>

Ainsi, par le jeu du progrès technique et de la concentration, les forces productrices tendent à s'organiser en un vaste système dont l'aboutissant logique

(1) de Man. — op. cit., p. 284-85.

est une collaboration généralisée, tous antagonismes disparus. Malheureusement, ce même progrès a fait naître d'autres antagonismes en éliminant l'énergie humaine. Enfin, comme nous le verrons bientôt, il ne faut pas oublier qu'à côté des problèmes de production se posent des problèmes de répartition autour desquels des luttes terribles sont engagées. Le capitalisme est-il capable de résoudre ces derniers problèmes et de triompher dans le cadre de la morale sociale ? Il n'est peut-être plus un seul moraliste à le penser encore.

## SECTION II

### LE CAPITALISME CONTEMPORAIN.

#### § 1. — *L'évolution capitaliste.*

Nous avons déjà évoqué la concentration à la section précédente et noté ses effets techniques en cas de formation de trusts. La concentration va beaucoup plus loin. Il y a, ici aussi, tout une évolution à noter.

A l'origine, le chef d'entreprise possède à un très haut degré la double qualité de technicien et de chef. Au surplus, son indiscutable valeur technique, reconnue par le personnel, lui facilite grandement l'exercice de son autorité.

Mais il faut conquérir le marché. Les entreprises

enflent, la concurrence se fait âpre; c'est l'ère des inquiétudes commerciales et financières. Le patron se forge des armes puissantes, tente des coups de main audacieux et redouble de vigilance. Désormais, le voilà bien loin de l'ouvrier. Il a confié le soin de l'organisation et de la discipline intérieures à des techniciens et tout ce qu'il souhaite c'est de n'être jamais importuné par des difficultés du dedans.

Nous en arrivons enfin à la dernière phase. Après des luttes gigantesques où les faibles ont été impi-toyablement écrasés, les puissants restent face à face: Le carnage va-t-il reprendre ? Non, les risques sont trop grands pour chacun; il vaut mieux s'entendre, et les combinaisons financières vont s'élaborer. La concentration s'exerce sous une forme apparente : constitution de trusts avec remaniements techniques, et sous une forme plus ou moins occulte : concentration strictement financière par la constitution de puissants groupements dont chacun peut arriver à contrôler des industries extrêmement diverses. Ces groupes sont gouvernés par un nombre restreint de personnages et dans la « Crise du Capitalisme », M. Pirou note qu'en 1932, 90 personnes occupaient 735 places d'administrateurs dans des sociétés importantes.

C'est ensuite un jeu pour les maîtres des groupements que de réduire à la portion congrue, dans le partage des bénéfices, le troupeau des petits actionnaires. M. Pirou le note encore : « Un dernier trait, et qui n'est pas le moins important, du capitalisme

contemporain est que le profit y revêt des formes beaucoup moins visibles et beaucoup plus subtiles que dans le capitalisme classique. Jadis, le profit apparaissait dans le bilan des sociétés anonymes sous l'apparence des dividendes distribués aux actionnaires. Aujourd'hui, on n'aurait qu'une bien faible et qu'une bien fausse idée des bénéfices ainsi que du mécanisme de leur création et de leur répartition si l'on s'en tenait à cet élément..... En réalité, la fraction substantielle des profits, comme la gestion effective des affaires, a cessé d'être l'apanage de la collectivité des actionnaires,... des procédés nouveaux ont été mis en œuvre, qui dissimulent une part appréciable du profit dans des postes obscurs ou encore le disséminent dans des filiales que dirigent les administrateurs de la société mère mais d'où les actionnaires de celle-ci sont absents » <sup>1</sup>.

Dans le même sens, M. Fried est encore plus catégorique : « Nous assistons ici à la naissance d'une féodalité tout à fait nouvelle dans les sociétés par actions; le professeur Salin l'a nommée très justement le « fascisme actionnaire » <sup>2</sup>.

## § 2. — *Valeur sociale du capitalisme contemporain.*

Est-il encore besoin d'insister sur l'iniquité foncière d'un tel régime ? M. Pirou lui donnera le coup de grâce : « Finalement, les bénéficiaires véritables du mécanisme capitaliste à l'heure actuelle, ce ne sont

(1) G. Pirou. — op. cit., 2<sup>e</sup> éd., p. 105.

(2) F. Fried. — « La fin du capitalisme », p. 172.

plus les actionnaires mais les administrateurs. Or, ceux-ci forment une petite oligarchie très fermée, que l'on retrouve dans les affaires techniquement les plus diverses, ce qui tendrait à faire croire que souvent les hauts profits sont moins la rémunération de capacités techniques véritables que la contrepartie d'apports en relations et en influences d'ordre financier, voire d'ordre politique.....

Ce bref tableau suffit à montrer que sur le plan économique et moral, le capitalisme d'aujourd'hui présente infiniment moins de titres de légitimité que celui auquel il a succédé. La convergence de son activité avec l'intérêt général est plus que douteuse puisqu'il vit du monopole et de l'exploitation du consommateur que ce monopole rend possible. La valeur technique de ses dirigeants n'est pas moins sujette à caution, car ils sont des financiers plus que des techniciens et ils visent aux bénéfices de spéculation plus qu'aux profits industriels » <sup>1</sup>.

(1) G. Pirou. — op. cit., pp. 106 ss.

## CHAPITRE II

### LE MONDE MODERNE ET LES TECHNICIENS

#### SECTION I

##### LE RÔLE DU TECHNICIEN DANS LA PRODUCTION

###### § 1. — *La Peau de Chagrin.*

C'est un des résultats les plus évidents du progrès technique et de l'organisation scientifique du travail que ce rétrécissement lent mais continu du champ de l'intelligence professionnelle. L'opération intellectuelle, liée autrefois à l'acte productif, indéfiniment renouvelée à chaque exercice de la fonction technique, cristallise aujourd'hui sous forme de chiffres et de normes auxquels l'exécutant a pour consigne de se référer désormais en réfléchissant le moins possible : « Pour certains travaux, l'intelligence est un défaut, parce que l'homme d'esprit ouvert se lasse d'une besogne par trop monotone » <sup>1</sup>.

Cette catégorie de travaux s'étend chaque jour au détriment des autres. Au sein de la grande entreprise, le pourcentage des hommes qui doivent fournir un

(1) G. Bricard. — « L'organisation scientifique du travail », p. 120.

véritable travail de pensée est de plus en plus réduit.

Pourquoi ce décri de l'intelligence ? Parce qu'elle reste une force inchiffable et d'essence subjective donc rebelle à l'automatisme. Elle intervient dans l'appareil moderne comme un facteur de perturbation. Dans les instants où l'on en a le plus besoin, on l'utilise encore à regret. En un mot, l'intelligence n'est pas « connue », et tant que la mécanisation n'a pas pu l'éliminer, elle reste pour le producteur un « x » aussi désagréable qu'inquiétant.

Analysant les travaux de bureau, M. Planus, dans « L'organisation rationnelle et les affaires », établit une distinction tout à fait judicieuse entre les fonctions majeures, faisant appel à la compétence quant à l'objet (savoir comprendre, expliquer, interpréter), et les fonctions mineures faisant appel à la compétence quant à la fonction (savoir faire, tout simplement). Tout l'art de l'organisateur scientifique consiste justement à découvrir les moyens propres à « minorer » des fonctions autrefois majeures, ou mieux, à isoler la partie spécifiquement majeure de telle fonction en la débarrassant de tout une gangue automatisable.

Il n'est pas jusqu'aux plus délicates questions commerciales qui ne soient susceptibles de mécanisation. Les méthodes d'étude du marché ont atteint un degré de perfectionnement remarquable, pendant que la publicité et la vente sous marque créaient des besoins standards<sup>1</sup>. Le risque commercial est donc

(1) « A partir du 15 avril, tout Américain doit porter un chapeau de paille, qu'il pleuve ou qu'il neige. ». F. Fried, op. cit, p. 108. La boutade est d'ailleurs classique).

beaucoup mieux connu qu'autrefois, et lorsqu'une grosse entreprise possède une clientèle suffisamment étendue pour pouvoir jouer sur la loi des grands nombres, le directeur commercial et ses facultés de fine intuition et d'intelligente audace, naguère si précieuses, cèdent le pas devant la cohorte des actuels. Qu'on ne crie pas à l'anticipation outrée :

« A la session de Zurich de l'Union de la Politique Sociale, le professeur zurichois Dr Saitzew s'est exprimé ainsi..... « Un esprit d'initiative rationalisé est une contradiction... On ne peut rationaliser que les dossiers et la machine à calculer, mais non l'esprit d'un Ford ». A la même session, un homme de métier (le directeur Heinz Ludwig des Horchwerken) a exposé comment les usines d'automobiles modernes, prenant pour base des calculs approfondis qui rappellent les calculs astronomiques, déterminent d'avance le débit probable de leur marchandise : la fabrication ne comporte donc plus aucun risque, mais aucune chance de succès non plus. L'économie est devenue scientifique » <sup>1</sup>.

Voici maintenant un autre aspect, réellement pénible celui-là, de cette lutte de l'organisateur contre l'intelligence rebelle. Lorsque tous les moyens de réduire l'élément majeur d'une fonction semblent épuisés, on est bien obligé d'en laisser l'exercice à un cerveau compétent. Mais pour diminuer encore les risques de cette activité subtile, on commence par sélectionner les meilleurs cerveaux; puis, on les as-

(1) Ibid., p. 166.

sujettit à un véritable servage mental très voisin de l'automatisme :

« Pendant cinq ans, on initie les chimistes aux secrets des cornues et des fioles pour les laisser ensuite, des années durant, dans quelque coin du laboratoire d'un konzern, faire tous les jours la même analyse. Pendant quatre ans l'ingénieur pénètre les secrets des machines pour échouer dans un bureau où pendant des années il aura à faire des épures d'après des indications données d'avance; en outre il s'agira souvent de dessiner la même petite pièce de machine.

Et pendant quatre années, l'étudiant ès-sciences économiques approfondit les problèmes économiques les plus brûlants qui se sont posés depuis A. Smith jusqu'à Sombart, pour fournir plus tard un travail d'enregistrement dans une compagnie ou pour établir des bilans d'impôts dans un konzern. Quelle grande dépense d'intelligence et de pensée, pour quel petit effet ! Quel dédain du capital intellectuel ! Systématiquement on recrute les employés destinés à fournir cette activité mécanique parmi les diplômés d'université. L'employé au guichet qui sert personnellement des clients et qui jusqu'ici était un fonctionnaire ayant passé par tous les grades, doit aujourd'hui, autant que possible être docteur ès-sciences politiques..... Pour le capital anonyme, les diplômés d'universités produits en masse ne peuvent fournir qu'un travail mécanisé et mécanique » <sup>1</sup>.

Ces constatations faites par M. Fried en Allemagne

(1) F. Fried. — Op. cit., pp. 121 ss.

valent aussi bien pour la France : « Je n'ai pas fini d'en dessiner, des norias ! » me disait un jeune camarade anxieux de l'ankylose qui le guettait à l'orée de sa carrière. » <sup>1</sup>

Voilà qui n'est pas fait pour rassurer le technicien. Le progrès l'élimine, le chômage le menace. Commentant les statistiques des services de placement des techniciens du commerce et de l'industrie, M. Rosier <sup>2</sup> déplore un chômage particulièrement navrant : « Ainsi se constitue une masse d'intellectuels errant au gré des circonstances les plus diverses, prêts à abandonner toute spécialisation et ainsi le fruit de tant d'années d'efforts, masse qui, en recevant sans cesse de nouvelles recrues, peut former un noyau de mécontents d'une influence particulièrement redoutable. »

Il importe cependant de ne pas faire montre d'un pessimisme exagéré. L'évolution industrielle comporte très heureusement quelques facteurs favorables aux techniciens.

Tout d'abord, il va de soi que ces efforts considérables vers une organisation plus rationnelle et vers une technique plus perfectionnée constituent par eux-mêmes et pour très longtemps encore un gage certain d'intense activité intellectuelle. Et puis, de nouvelles industries se sont développées de façon extraordinaire, créant autant de besoins nouveaux et stimulant les échanges : automobile, cinéma, aviation, T. S. F., etc... Des techniciens s'y occupent par milliers.

(1) Couturaud. — « Etapes » du 16 janvier 1937.

(2) A. Rosier. — « Du chômage intellectuel », p. 5.

Nous tenons à exprimer ici notre reconnaissance à M. Platrier, professeur à l'Ecole Polytechnique, qui, dans un long entretien, a bien voulu nous préciser le problème quant à la France. M. Platrier confirme le discrédit des élites techniques chez nos industriels. Pendant trop longtemps, et sous l'influence des conceptions de Ford, on a professé que seul l'ingénieur commercial, apte à conquérir des débouchés, présentait quelque intérêt. Quant aux techniciens purs, on en trouvait « à revendre » et l'on ne se faisait pas raute de les exploiter. Au surplus, en France, on en arrivait volontiers à se passer d'ingénieurs, leur préférant de bonnes équipes d'agents de maîtrise bien conduites par un chef technique (chef de fabrication ou autre).

Mais M. Platrier nous signale que cette façon de voir appartient au passé et que déjà se dessine un mouvement contraire qui permettrait, dans un proche avenir, l'accession de notre jeunesse active et cultivée aux postes qu'un pays soucieux de son équilibre et de son prestige se doit de lui réserver.

## § 2. — *Définition et classification des techniciens.*

Cette partie du personnel placée entre les maîtres de la grande entreprise et les ouvriers ou employés ne présente aucune homogénéité. Avant d'aborder l'étude sociale d'éléments aussi composites, il est indispensable de les examiner d'un peu plus près. Quels sont leurs traits communs ? A l'inverse, quels sont les caractères propres à chaque catégorie ?

Les rares syndicats qui ont travaillé à la mise au point de conventions collectives de cadres n'ont pas réussi à poser de définitions générales vraiment intéressantes. Certaines conventions englobent sous le qualificatif de « collaborateurs » tout le personnel employé et techniciens payé au mois. Cette caractéristique peut être retenue comme particulièrement commode lorsqu'il s'agit d'élaborer une convention collective, il est bien évident qu'elle n'a pas d'autre prétention.

D'autres conventions sont spéciales aux « ingénieurs ». Ce terme est généralement réservé au personnel ayant une certaine formation scientifique et technique sanctionnée par des diplômes. Il ne peut pas, lui non plus, s'appliquer à l'ensemble des cadres.

On a dit aussi que la maîtrise, c'était toute cette partie du personnel qui exerce une autorité quelconque dans l'entreprise. C'est trop exclusif. Les cadres d'études (laboratoires, analyse budgétaire, etc...) n'exercent aucune autorité, pas plus que certains secrétaires de directeurs dont la première qualité doit être la discrétion.

Le problème doit être pris de plus haut. A notre avis, ce qui caractérise la maîtrise, c'est une certaine *identité de volontés* entre elle et le chef d'entreprise, identité officiellement reconnue par la collation d'un grade ou d'un titre quelconque.

Le chef d'entreprise, depuis longtemps, ne peut prétendre à tout prévoir, organiser ou contrôler par lui-même sur un plan fonctionnel de plus en plus com-

plexe. Force lui est donc de trouver des hommes à son image, des prolongements de sa personne. Les connaissances de ses collaborateurs ne seraient d'aucune utilité sans cette identité de volonté qui doit se retrouver à des degrés divers sur tous les échelons de la maîtrise et qui seule appelle et justifie la confiance du chef.

Le technicien est donc avant tout un relai de l'énergie directoriale. On le comparerait volontiers au transformateur qui reçoit la puissante énergie électrique de la source et lui donne la tension convenable pour des usages déterminés. Pièce essentielle, comme on le voit, sans laquelle l'énergie centrale reste inutilisable.

Comment classer cette maîtrise, qui, nous l'avons noté, est composée d'éléments très divers ? Les critères sont nombreux. Psychologiques d'abord : classement des cadres d'après l'esprit d'initiative, le sens de l'organisation, les qualités de commandement, etc... Nous les éliminerons tout de suite; ils sont fort intéressants pour le chef d'entreprise mais trop imprécis pour le sociologue.

Les critères techniques sont plus nets. En partant du sommet, nous trouvons, autour du conseil d'administration, un état-major de directeurs, de grands techniciens et de leurs collaborateurs immédiats. Ce sont les cadres de direction. Ils sont très largement rémunérés et presque toujours intéressés aux bénéfices de l'entreprise.

En second lieu, l'entreprise, pour se tenir au cou-

rant des progrès de la technique, institue des laboratoires et des bureaux d'études. Elle y place des cadres qui y poursuivent un travail de recherche. On doit assimiler aux cadres d'étude les organisateurs chargés de réaliser l'application des méthodes nouvelles et les contrôleurs qui analysent des résultats.

La technique étant définie, il faut assurer l'ordonnement et l'exécution du travail. Nous trouvons ici les cadres d'exécution. Ils doivent savoir commander, organiser (pour suppléer à l'insuffisance éventuelle des plans), et analyser (pour rendre exactement compte du travail et de ses difficultés). Les cadres administratifs sont pour la plupart assimilables aux cadres d'exécution.

Enfin, il y a lieu de mettre à part les cadres commerciaux possédant les qualités requises pour la présentation correcte des arguments de vente et la lutte sur le marché.

Un autre critérium fonctionnel très intéressant est celui que M. Wilbois<sup>1</sup> a mis en lumière en distinguant les cycles d'exploitation et la vie de l'entreprise :

« Exploiter une entreprise, c'est faire faire certaines opérations comme des fabrications, des ventes, des transports, dont chacune dure peu de temps et qui se ressemblent toutes..... L'opération, se renouvelant un grand nombre de fois, présente le *caractère cyclique* des mouvements périodiques et comme elle résulte de l'action d'un matériel et d'un personnel qui

(1) J. Wilbois. — « Le Chef d'Entreprise, sa fonction, sa personne », pp. 23 ss.

demeurent fixes à l'usure près, c'est dans l'exploitation courante qu'on est forcé de la situer : d'où le nom de cycle d'exploitation...

La vie de l'entreprise résulte de l'accumulation de ces cycles ou plutôt de l'accumulation d'une sorte de sédiment que chacun laisse après lui..... Cette vie se distingue des cycles par des caractères exactement opposés. D'abord, elle n'est *point limitée en durée*, mais ne cesse qu'avec la fermeture de la maison. Ensuite elle n'est *point périodique*, car la maison se développe avec des vicissitudes diverses, succès ou échecs, qui se suivent sans se ressembler, avec une allure qu'il est impossible de prévoir rigoureusement. »

Pour gouverner ces deux genres d'activités, il faut des cadres, et M. Wilbois note que si les « cycliques » comme les « acycliques » doivent avoir de réelles qualités, elles ne sont pas les mêmes dans les deux cas : « .....celui qui dirige les cycles et celui qui préside à la vie, à cause des natures différentes des réalités qui leur sont soumises, doivent agir avec deux esprits parfois opposés : ici, esprit de minutie où un peu de routine ne nuit pas; là esprit large en perpétuelle création..... Dans les cycles se posent tous les problèmes du travail, alors que tous les problèmes du capital relèvent de la vie. »

## SECTION II.

### LA CONDITION SOCIALE DES TECHNICIENS.

#### § 1. — *Le problème de la répartition.*

Le dernier critérium analysé ci-dessus conduit tout naturellement à des considérations sociales. Nous venons de voir que le rôle du technicien dans la production est capital : depuis les cadres directeurs jusqu'aux plus humbles cadres exécutants, tous apparaissent comme des éléments indispensables à la bonne marche de l'entreprise, tous apportent leur concours actif et intelligent à l'œuvre commune.

Donc, harmonie parfaite tant qu'il s'agit de produire. Une seule ombre au tableau : la mécanisation croissante que nous avons signalée plus haut et qui menace surtout les cadres d'exécution, les cadres d'études et de direction se trouvant eux-mêmes menacés, quoique moins dangereusement, par la concentration. Mais de ces deux phénomènes, mécanisation et concentration, les maîtres de la production ne peuvent pas, raisonnablement, être rendus responsables. Il y a là une évolution naturelle, donc inéluctable. Si ses conséquences sociales au moins immédiates sont néfastes, ce qui n'est que trop évident, la faute en est selon les uns au régime capitaliste lui-même, selon les autres à la seule insuffisance de notre législation sociale.

Mais après avoir produit, il va falloir partager.

Et voici le drame. Capital et Travail, que la production moderne a fondus dans le même creuset, vont se dissocier brutalement devant ce problème de répartition des produits et engager des luttes terribles.

Si le tout pouvait jouer en deux temps : collaboration totale sur une période productive déterminée, puis arrêt de la production et bataille autour du produit, les dégâts seraient bien plus limités. Mais le seul énoncé de l'hypothèse fait sourire. En fait, au plus fort des conflits de répartition, il faut continuer à produire. Pendant que le maître du galion défend son trésor contre un équipage misérable, il faut continuer à lutter, tous ensemble, pour vaincre les éléments.

On conçoit le danger de semblables conflits qui posent une question de vie ou de mort pour les uns et les autres. On juge aussi de la complexité du problème : deux classes, l'une qui s'est taillée la part du lion, l'autre qui ne s'y résigne pas, et au sein même de chaque classe, deux tendances opposées, l'une commandée par le réflexe « production », l'autre par le réflexe « répartition », le premier disant : collaboration même au prix de certains sacrifices, et le second : ma part ou la mort. Et l'on comprend enfin que beaucoup n'y comprennent rien, qui n'ont jamais séparé nettement ces problèmes : production et répartition.

Le capitalisme, d'ailleurs, multiplie ses efforts pour entretenir l'équivoque. Il exige de la classe ouvrière le seul réflexe « production ». Bien plus, au

nom même des nécessités de la production, on en vient à nier la notion de classe. Comment y aurait-il une classe ouvrière puisque Capital et Travail sont étroitement solidaires ? Refuser de collaborer, alors que la communauté d'intérêts est si évidente, c'est être à la fois stupide et déloyal. A quoi la classe ouvrière n'a aucun mal à répondre qu'elle ne refuse pas de produire et que les chiffres sont là pour établir l'excellence des résultats ou tout au moins des possibilités, mais elle constate que le patronat rafle toujours la mise quand la partie est gagnée; c'est donc lui qui porte la responsabilité de la lutte des classes.

Quoi qu'il en soit, nous concluerons sur cette vérité de M. Woytinsky<sup>1</sup> : « Il est évident que le rapport suivant lequel la valeur du produit est partagée entre le capital et le travail doit être déterminé essentiellement par la relation qui existe entre les forces des deux parties intéressées à la distribution du produit. »

Nous voici au plus noir de l'orage. Que sont devenus nos techniciens ? Placés entre l'élément ouvrier, furieux d'être lésé, et l'élément patronal plus épris de profit que de justice, ils n'ont pas la partie belle. D'un côté, ils côtoient des misères parfois affreuses, de l'autre, ils se heurtent à une indifférence sociale désolante. Tirillés entre leurs intérêts et leur conscience, les plus honnêtes en viennent

(1) Wladimir Woytinsky, étude sur les conséquences sociales de la crise, p. 179. Editions du Bureau International du Travail, Etudes et Documents, série C., chômage, n° 21. Genève 1936.

à des débats intérieurs qui, pour très classique qu'en soit la qualification, n'en sont pas moins déchirants, nous pouvons en témoigner.

## § 2. — *Le rôle social des techniciens.*

Une hypothèse séduisante se présente immédiatement à l'esprit : les cadres, placés entre le patron et l'ouvrier, sont tout indiqués pour servir d'arbitres entre les deux parties. Leur position même dans l'entreprise est une sûre garantie d'objectivité. Henry de Jouvenel fondait sur cette idée les plus ardents espoirs de paix sociale : « Les intellectuels sont attachés les uns aux autres par une même tâche, par la poursuite quotidienne d'une même vérité. N'étant les serviteurs, ni de l'argent, ni de la force, mais ceux de l'entreprise et de son progrès, il est naturel qu'ils s'élèvent de l'intérêt de l'ouvrier et du capitaliste à l'intérêt de l'œuvre. C'est le propre de leur profession, ce qui leur assigne dans l'organisation sociale une place éminente..... Voici que s'élève entre la force de l'argent et la force du nombre, une puissance moins aveugle, capable d'arbitrer entre les adversaires qui luttent sans se connaître, parce qu'elle connaît les uns et les autres et sait dans quelle mesure ils dépendent les uns des autres. » <sup>1</sup>.

Malheureusement, ces espoirs n'ont pas été confirmés, et Claude Bonnier constate avec amertume <sup>2</sup> :

(1) Discours prononcé au premier congrès international des confédérations nationales de travailleurs intellectuels, à la Sorbonne, le 5 avril 1923.

(2) Conférence sur la politique technique et industrielle de l'aviation, le 21 octobre 1936.

« L'ingénieur d'autrefois pouvait être un homme au savoir à peu près encyclopédique, versé dans les sciences les plus abstraites, mais au courant en même temps de la technique des métiers, capable souvent de mettre lui-même la main à l'ouvrage. Cela, c'est l'ingénieur du siècle dernier, de l'industrie naissante, l'ingénieur de Jules Verne. L'enthousiasme qui animait alors le monde civilisé pour les inventions nouvelles et les conquêtes de l'industrie avait porté ces hommes à une situation intellectuelle et morale exceptionnelle. L'ingénieur était vraiment un homme presque universel, fréquentant aussi bien les laboratoires du Collège de France que les ateliers et les campements, partageant la vie du terrassier, du mineur, du puddleur; et cette universalité lui donnait une philosophie qui a imprégné profondément le développement social du siècle dernier.

Puis est venue la grande spécialisation..... Les usines sont devenues d'immenses entreprises où les ouvriers et les ingénieurs ne se connaissent plus....., où les chefs ne commandent plus à des hommes mais à des graphiques. L'ingénieur s'est spécialisé à l'infini. Il a cessé de voir les problèmes d'ensemble, de jouer un rôle social. Il est de plus en plus réduit au rôle de technicien, de rouage intermédiaire, faisant ce qu'on lui demande d'après les règles qu'on lui a tracées..... C'est à la lumière d'expériences comme celle à laquelle nous assistons qu'on comprend à quel point les ingénieurs nous manquent aujourd'hui. Il y a un trou dans la série des éléments qui composent

notre organisation économique, et on ne peut pas ne pas être choqué, je ne veux même pas dire sentimentalement, mais intellectuellement, dans notre raison, quand on voit, comme nous le voyons depuis quatre mois, les ingénieurs tirillés, flattés, menacés, sollicités entre les organisations patronales et la C. G. T. Ce sont eux qui auraient dû au contraire être le pivot, l'axe de la nouvelle organisation en préparation. C'est d'eux que devraient venir tous les plans, tous les modèles de contrats collectifs, de partage de responsabilités, de contrôle des puissances d'argent, de nationalisation enfin. »

Qu'est-ce à dire sinon que les cadres se trouvent de plus en plus rejetés vers une passivité sociale qui aura tôt fait de les précipiter dans le prolétariat ? Qu'est-ce à dire aussi sinon qu'il est plus que temps de réagir ?

### § 3. — *La part des techniciens.*

Si les maîtres de la production s'étaient avisés de réduire à la portion congrue la totalité de leurs collaborateurs, il est fort probable que le régime capitaliste aurait déjà vécu. Les grands capitalistes ne peuvent conserver encore des privilèges que rien ne justifie plus dans un système de production de plus en plus collectif, qu'en abandonnant une partie du profit à un certain nombre de collaborateurs. C'est la rançon versée pour jouir en paix du reste.

Ces collaborateurs privilégiés vont avoir une ten-

dance toute naturelle à défendre un système de répartition qui leur est avantageux. Dès lors, l'identité de volonté que nous avons notée entre le collaborateur et le chef d'entreprise sur le plan professionnel va se prolonger ici sur le plan social. C'est ainsi que le capitaliste installe à la tête de ses entreprises des défenseurs de l'ordre social établi. Ces agents supérieurs, doués en général de très fortes qualités d'intelligence et de caractère sont parfaitement aptes à assurer l'entière responsabilité de la marche de l'affaire. La tentation est alors trop forte pour les propriétaires des moyens de production de se libérer de tous soucis autres que ceux de la spéculation financière. Louis Vallon a parfaitement décrit cet état de choses <sup>1</sup> : « Les grands capitalistes tendent à devenir une féodalité nouvelle qui, comme la féodalité ancienne lorsqu'elle eut cessé de combattre sous l'armure, prend de plus en plus l'aspect d'une caste parasitaire. Ces rois fainéants ont besoin de maires du palais, ce sont les cadres. » <sup>2</sup>.

(1) L. Vallon. — « Le syndicalisme et le problème des cadres. » *Idee et Action*, avril-mai 1937.

(2) Il importe de bien situer la question. Nous le ferons sur un exemple. Voici l'état des activités de l'un de nos plus gros financiers : administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas; du Crédit Commercial de France; du Crédit National; de la Société Financière Electrique; de l'Union Financière pour l'Industrie Electrique; de la Société Anonyme des Chantiers et Ateliers de Saint-Nazaire; de la Société Alsasienne de Constructions Mécaniques; de la Société Générale de Constructions Electriques (Alsthom); de la Société Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage; de la C. P. D. E.; de l'Ouest-Lumière; du Nord-Lumière; du Sud-Lumière; de l'Union d'Electricité; de l'Union Hydroélectrique; de l'Union pour l'Industrie et l'Electricité; de la Compagnie Française des Pétroles; de l'Omnium International des Pétroles; de la

Au-dessous de cette petite minorité privilégiée des cadres de direction, nous trouvons l'immense armée des techniciens à laquelle Léon Jouhaux a pensé lorsqu'il a écrit : « Depuis longtemps la preuve est faite que le grand capital fait bon marché des classes sociales qui lui étaient le plus étroitement rattachées » <sup>1</sup>.

Il est évidemment impossible de chiffrer, pour une fonction de maîtrise donnée, la part exacte à lui attribuer dans un système de répartition équitable. C'est ainsi que sur cette courbe qui va du technicien notoirement trop mal payé au directeur notoirement privilégié, il serait puéril de vouloir trouver le point précis correspondant à la rémunération correcte, et encore plus vain de vouloir établir une courbe idéale. La question n'est pas là. Il faut partir de cette constatation indéniable : la très grande majorité des techniciens est lésée, il est même probable qu'elle est beaucoup plus lésée actuellement que la masse ouvrière <sup>2</sup>.

Steaua Française (Pétroles); de la Compagnie pour la Fabrication de Compteurs à Gaz.

Soit, pour ceux qui aiment le jeu des moyennes, 15 jours ouvrables d'activité par an pour chaque société. Un tel personnage doit être fort occupé et protesterait assurément contre le qualificatif de « roi fainéant ». Nous nous en remettons au bon sens du lecteur en lui recommandant cette édifiante méditation : du point de vue économique, que valent, pour l'une quelconque de ces sociétés, les 15 jours de notre financier au regard de 10 années de la collaboration exclusive d'un technicien sérieux ? Comparer ensuite les avantages respectifs qu'en retirent l'un et l'autre.

(1) L. Jouhaux. — Le Peuple du 9 avril 1937.

(2) D'une étude de M. A. Rosier. (Contribution à l'étude du chômage intellectuel, 1936. Journal de la Société de Statistique de Paris, p. 310) nous extrayons : « Alors que les traitements de début des ingénieurs électriciens étaient en période de prospérité de 800 fr. à Paris, le maximum ne dépassant jamais 30.000 fr., 40 % des ingénieurs électriciens, 50 % des ingénieurs chimistes

Au surplus, pour se faire une idée exacte de l'exploitation des travailleurs intellectuels, il ne faut pas seulement constater l'insuffisance évidente de leurs salaires dans la quasi-totalité des entreprises; il faut également tenir compte de certains besoins particuliers à cette couche sociale, besoins qui lui font cruellement ressentir la tristesse de son sort. Dans un paragraphe qu'il intitule « la lutte pour l'homme », M. Fried<sup>1</sup> écrit : « L'ouvrier... vit dans un logement modeste, s'habille modestement, et sa nourriture est saine mais simple. Il peut satisfaire ses besoins de voyage et de culture grâce à l'aide du parti ou du syndicat. La classe que nous considérons ici ne peut, dans aucune circonstance, se laisser noyer dans la masse uniforme. Ces hommes sont des personnalités, et ils veulent continuer à en être. Ils ne peuvent se loger ni s'habiller trop modestement et ils ont à satisfaire de grands besoins intellectuels. C'est donc sur la nourriture qu'ils économisent. »

Nous n'avons pas encore épuisé tous les facteurs de cette exploitation du technicien. Voici peut-être le plus sinistre, nous voulons parler de l'exploitation du dévouement. Ces volontés communes au chef d'entreprise et au technicien, que nous avons retenues plus haut comme étant la caractéristique essentielle du technicien consciencieux, se manifestent souvent en lui avec une telle force qu'elles en ar-

avaient des salaires inférieurs à 24.000 fr. Enfin, on ne saurait passer sous silence la situation des ingénieurs trouvés trop vieux et usés dès qu'ils ont atteint 40 ou 45 ans. »

(1) Fried. — op. cit., p. 129.

rivent à lui faire négliger ses intérêts les plus élémentaires. Henri de Man<sup>1</sup> a parlé du « sentiment des convenances qui nous pousse à ne pas décevoir ceux qui attendent de nous quelque chose ». Le dévouement est quelque chose de plus fort encore. Tantôt c'est l'amour du chef qui l'anime — c'est pourquoi les chefs qui savent se faire aimer peuvent se permettre d'être très exigeants — tantôt il est axé sur un sentiment d'auto-estimation, cette « tendance qu'a l'individu à rechercher les situations qui exaltent en lui le sentiment de sa personnalité »<sup>2</sup>. Enfin, sous sa forme la plus noble, il peut jaillir d'un sentiment de devoir social, c'est-à-dire d'une norme éthique. A ce point, le technicien apparaît comme un vrai chevalier. Sans considération des minces avantages qui lui sont consentis, il s'offre à tous les sacrifices, à tous les efforts, il fait don total de soi à l'œuvre collective. C'est encore H. de Man qui précise jusqu'à quel mépris de soi-même se trouve conduit l'homme animé de dévouement : « Il se trouve que certaines exigences des autres à notre endroit constituent un ensemble de données psychiques pour le moins aussi important que les exigences que la raison nous pousse à formuler vis-à-vis de nous-mêmes. Pour cela, il n'est même pas nécessaire que nous reconnaissons clairement ces exigences des autres comme justifiées. Nous irons même, en règle générale, jusqu'à chercher à les satisfaire bien au-

(1) de Man. — *La Joie au Travail*, p. 170.

(2) *Ibid.*, p. 144.

delà des limites qui nous sont imposées par la force ou la nécessité. » <sup>1</sup>.

Le patronat n'ignore évidemment pas cette prodigieuse source d'énergies gratuites et il ne se fait pas faute de l'exploiter abondamment. Certains techniciens en arrivent, à la lettre, à se trouver gavés de responsabilités. S'il le faut, ils sacrifient loisirs, santé, famille et dans tous les cas ils sont totalement — on pourrait dire *physiologiquement* — incapables de se refuser à « fonctionner ». Ce sentiment social est animé chez eux d'une telle force « qu'elle peut triompher non seulement de l'opposition de motifs rationnels, mais encore de l'action contraire d'instincts individuels. » <sup>2</sup>.

La fraction du profit capitaliste imputable à cette exploitation du dévouement est probablement beaucoup plus grande qu'on ne le pense d'habitude.

Le calice est déjà bien amer. Il n'est pourtant pas encore tout bu. Le technicien, malmené par le capitalisme, trouve-t-il au moins quelque sécurité dans la législation sociale ? Nullement. En matière d'accidents du travail, les cadres sont loin d'avoir les mêmes garanties que les ouvriers. Il y a plus de 12 ans, la Commission d'Assurances et de Prévoyance Sociales a chargé M. Gros de la rédaction d'un rapport tendant à aménager de façon plus équitable notre législation des accidents du travail. Ce rapport a été voté par la Chambre le 22 octobre 1927; il est

(1) de Man. — La Joie au Travail, p. 170-71.

(2) Ibid., p. 170.

toujours pendant devant le Sénat. Il prévoit notamment l'extension formelle du bénéfice de la loi à tous les salariés intellectuels ainsi qu'un rehaussement sensible des différents paliers de salaires sur lesquels se calcule la rente<sup>1</sup>.

En matière d'Assurances Sociales, la situation des techniciens n'est pas plus brillante. Le salaire-limite, même porté à 30.000 fr., laissera en dehors de notre législation de prévoyance, quantité de techniciens pour lesquels la maladie est une menace de ruine qui plane au-dessus de leur foyer.

Il y a là d'ailleurs un terrain d'élection pour le paternalisme patronal. Que de techniciens gardent toute leur vie un souvenir ému des largesses de l'entreprise à leur égard ! Or, avec des appointements à peu près équitables, ils auraient pu amortir aisément sur un an ou deux ce long congé de maladie dont on les a gratifiés ou ces frais élevés d'une délicate opération entièrement remboursés par un « généreux » employeur.

En résumé, notre législation du travail ne s'est jamais préoccupée de distinguer entre les différentes catégories de travailleurs; elle ignore les techniciens en tant que groupe social particulier.

(1) Voir sur ce point : Pic, traité de législation industrielle, p. 823.

### SECTION III.

#### LES RÉACTIONS SOCIALES DES TECHNICIENS.

Ecrasée par le capitalisme, ignorée du législateur, isolée autant qu'on peut l'être, comment va se comporter l'élite ? Ses réactions sont complexes. Elle souffre beaucoup moralement et matériellement de l'injustice de sa condition, mais, individualiste, elle répugne à employer certains moyens pour en sortir et rencontre d'ailleurs des difficultés pratiques d'organisation beaucoup plus grandes que celles du mouvement ouvrier.

Dès lors, « pourquoi eût-on songé à améliorer le sort de ces isolés qui ne pouvaient ni ne voulaient organiser une révolte et sur le désintéressement desquels on comptait depuis si longtemps qu'on finissait par ne plus le remarquer ? » <sup>1</sup>.

#### § 1. — *L'individualisme du technicien.*

L'instinct grégaire est certes beaucoup moins accusé chez le technicien que chez l'ouvrier. Tandis que l'ouvrier ne possède très généralement qu'une ambition personnelle assez réduite et en quelque sorte « finie », le technicien, lui, dans ses premières années de métier, aspire très haut et ne veut pas voir le sommet de sa carrière, perdu dans les nuées

(1) Henry de Jouvenel, discours cité.

de ses espérances. Vers l'âge mûr, les nuées se dissipent plus ou moins vite et le sommet se révèle souvent plus accessible et beaucoup moins élevé qu'on ne l'eût souhaité.

Il est bien évident que les réactions sociales de l'ouvrier et du technicien ne seront pas du tout les mêmes étant donné la profonde opposition de ces mentalités. L'ouvrier, en échange de son salaire, fournit des services nettement définis en qualité et en quantité. Tant qu'il n'est pas appelé à fournir des services d'une nature supérieure, tout espoir d'amélioration individuelle de sa situation est sans fondement et il le sait bien. Il est assujéti au salaire de sa « catégorie ». C'est donc cette catégorie qui peut espérer quelque chose, non l'homme<sup>1</sup>. De même, il serait inconcevable qu'une disparité sensible vienne à s'établir entre deux catégories voisines. L'ouvrier a parfaitement conscience de cette étroite relation entre son propre statut et celui de l'ensemble de ses camarades. Dès lors, l'instinct grégaire va jouer avec toute sa force.

Rien de pareil chez les techniciens. Certains d'entre eux, alors même que leurs belles illusions de jeunesse sont perdues — et elles se perdent de plus en

(1) Lorsqu'il s'agit du salaire à la prime, les plus actifs sont évidemment avantagés, mais l'on sait que dans les systèmes les plus courants, l'économie de temps obtenue par l'ouvrier lui est de moins en moins payée à mesure que le rendement augmente. Dans ce cas, l'ouvrier « réalise » très vite le rendement équilibrant le désir d'un gain avantageux et le souci de ne pas se surmener. La prime cheville donc le rendement à ce niveau optimum. En dernière analyse, on en revient à un salaire pratiquement constant, mais dont une fraction est conditionnelle.

plus vite dans nos immenses trusts, nous l'avons vu — ne se résignent pas encore à admettre que la classe des cadres privilégiés leur est fermée à tout jamais. Ils conservent une très haute idée de leur personne, même s'ils ne sont que médiocres dans leur partie, parce qu'ils possèdent une « réserve » de culture générale ou technique inemployée, réserve qu'ils sont assez enclins à surestimer. Ils se jugent volontiers supérieurs à ceux qui les commandent, et que dire de leurs égaux ! Ce n'est donc plus l'instinct grégaire qui va jouer ici, c'est la loi de la jungle, tant il est vrai que l'ambition — ou le simple désir de se signaler favorablement à l'attention patronale quand l'occasion s'en présente — conduit de trop nombreux techniciens à prendre d'excessives libertés avec la morale.

Il va de soi que tous les techniciens n'ont pas une valeur sociale aussi négative. Nombre d'entre eux, et ce sont les plus intéressants, sont beaucoup moins animés du désir d'arriver que de celui de servir. Là est la véritable élite, la seule qui se révélera capable de conduire l'économie le jour où le capitalisme aura sombré. Ces techniciens, bien qu'ayant nettement conscience des vices du régime, ne sont pourtant pas spécialement portés à s'organiser pour une action sociale commune. On peut être un homme sérieux, travailleur et intelligent, sans avoir pour cela une âme d'apôtre, une vocation de renoncement suffisante pour s'exposer à la répression patronale.

En effet, rares sont les patrons qui ne prétendent

pas étendre leur contrôle à l'activité sociale de leurs cadres. Il ne suffit plus d'être dévoué à l'entreprise, il faut être dévoué à la caste. On préfère les valets aux lieutenants, la servilité à la chevalerie, et nous pourrions ici encore parler d'une tendance à l'automatisation totale ! Il en résulte que le technicien, très strictement surveillé sous ce rapport, encourt un risque individuel beaucoup plus grave que l'ouvrier quand il s'avise de prêcher la croisade.

Ajoutons enfin que la réaction des techniciens contre la prolétarianisation croissante qui les menace engendre chez eux, non seulement des sentiments anticapitalistes qui, logiquement, devraient les pousser à s'unir, mais aussi, comme l'a fait remarquer Henri de Man, des sentiments antiprolétariens qui les éloignent de tout ce qui s'apparente au mouvement ouvrier, et particulièrement du syndicalisme.

## § 2. — *Les obstacles au syndicalisme des techniciens.*

Si la mentalité du technicien n'est pas spécialement favorable, tant s'en faut, à l'organisation d'une action collective, il faut reconnaître aussi que cette action est rendue singulièrement difficile par la dispersion et l'hétérogénéité des cadres.

Il est relativement aisé d'arriver à unifier, pour toutes les entreprises d'une région, le statut d'une même catégorie d'ouvriers. Le tourneur d'une grosse firme et celui d'une petite exploitation peuvent se

trouver régis l'un et l'autre par la même convention collective. Il en va tout autrement pour les techniciens. Sans aller jusqu'à prétendre que chaque technicien constitue un cas d'espèce, il est bien certain que les qualifications et les fonctions varient tellement, d'entreprise à entreprise, qu'il est extrêmement difficile — et imprudent — d'établir des assimilations.

Des conditions de travail aussi disparates ne sont pas faites pour encourager les techniciens à se grouper. Les luttes revendicatives sont d'autant plus difficiles à mener que les objectifs sont moins précis et moins immédiats, et les intérêts collectifs des techniciens ne semblent pas pouvoir s'analyser, en l'état actuel de l'organisation industrielle, comme un agrégat d'intérêts de catégories analogues aux intérêts de la masse ouvrière.

Au surplus, le patronat se soucie fort peu de voir ses techniciens s'inspirer du mouvement ouvrier et met tout en œuvre pour les détourner du syndicalisme. En particulier, certaines équivoques et certains préjugés tendent à les convaincre que le syndicalisme est indigne d'eux.

On les flatte en leur faisant ressortir qu'ils constituent l'élite industrielle, que leur devoir à eux, véritables pivots de la société moderne, est de se donner corps et âme à l'industrie qui les emploie, qu'il est bas et vil de « revendiquer ». M. Couturaud, qui prétend s'élever contre la prolétarianisation des élites, les décourage pourtant de s'unir, du moins

sous la forme syndicaliste. Après avoir fait remarquer que les syndicats de maîtrise recrutent leurs éléments de préférence chez ceux qui ont fait leur deuil des situations prédominantes, il conclut<sup>1</sup> : « Le syndicat risque de situer l'organisme dit « le plus représentatif » de la profession dans une région qui est intellectuellement de moindre dynamisme ». Ce qui revient à dire que syndicalisme et élites sont deux mots qui jurent. M. Couturaud tombe ainsi dans cette aberration fréquente qui consiste à prendre comme critérium de la valeur sociale d'un individu la position qu'il occupe dans la société. Le directeur du « Comité de Défense des Intellectuels Libres » devrait savoir que les « intelligences les plus dynamiques » ne se retrouvent pas toujours, tant s'en faut, parmi les gens en place, et qu'à tout prendre, d'ailleurs, l'intelligence est elle-même un piètre critérium social. M. Dolléans situe parfaitement le problème<sup>2</sup> : « Une échelle nouvelle des valeurs et des jugements ? Elle ne peut être établie si ne se déplace pas l'angle de l'éclairage sous lequel les hommes se considèrent et s'apprécient les uns les autres. Sans doute, de tout temps, des individus ont jugé leurs semblables non d'après des signes extérieurs, mais selon la valeur qu'ils accordaient à leur personnalité. Mais la règle des relations sociales, c'est de juger d'après les signes extérieurs, l'apparence, la richesse, les honneurs, les titres, les di-

(1) « Etapes », n° 14.

(2) Edouard Dolléans, « Victoire des Obscurs », p. 37.

plômes, l'ameublement, le crédit, et les autres ornements de la situation sociale. »

On dit aussi que le syndicalisme est incompatible avec les fonctions d'autorité exercées par la plupart des techniciens. Les chefs qui commandent et les ouvriers qui obéissent ne peuvent pas se sentir solidaires, bien au contraire il ne peut naître entre eux que des antagonismes. Au surplus, le chef qui ferait cause commune avec les ouvriers pour une certaine action sociale perdrait ipso facto tout son prestige.

Dernier argument, présenté par M. Lambert-Ribot lui-même<sup>1</sup> : « On ne peut pas à la fois prétendre collaborer avec le patronat et travailler à sa suppression. »

Ce sont là de purs sophismes que les théoriciens du syndicalisme ont éventés depuis longtemps et que les plus humbles militants sont capables de réfuter. Nous n'en voulons pour preuve que cet extrait d'un rapport syndical sur le rôle social des cadres<sup>2</sup> :

« Il nous faut toujours faire preuve de plus de compréhension dans le métier et de plus d'intelligence dans l'exécution. Nos entreprises doivent être des écoles où les élèves acquièrent peu à peu la science des maîtres par leurs efforts quotidiens. Cette science, nous ne devons pas la sous-estimer, et pour autant que les instructions reçues ne débordent

(1) Conférence sur le problème social de la production, voir la Journée Industrielle du 10 janvier 1930.

(2) Syndicat des Chefs de Service et Assimilés de l'Édition-Presses-Messageries, rapport approuvé à l'unanimité du conseil syndical le 19 décembre 1937. (Il s'agit d'un syndicat rattaché à la C. G. T.).

pas le cadre technique, nous devons nous montrer les plus souples, les plus diligents, les plus disciplinés.

Nous entendons bien ici nos vieux ennemis.....  
.....« Cela vous va bien de prêcher plus de discipline et plus de travail, à vous qui avez semé le désordre partout. Comment voulez-vous conserver de l'autorité sur un personnel que vous avez encouragé dans sa lutte directe contre le patronat ? Vos procédés vont se retourner contre vous. »

Nos ennemis se trompent. Il y a longtemps que les ouvriers ont compris la différence entre la subordination technique et la sujétion sociale..... Personne ne songe à nier la nécessité d'une coordination de tous les efforts chaque fois qu'une œuvre collective est en cours. Qu'il s'agisse de la direction d'un navire ou de celle d'un orchestre, la nécessité d'un chef n'est pas discutable. Et nous n'en avons pas aux directeurs eux-mêmes dans la mesure, du moins, où leurs émoluments correspondent à leur activité productrice. Mais que voit-on de nos jours ?.....  
.....une concentration de capitaux qui donne à ses détenteurs une puissance sociale aussi formidable qu'imméritée.

Fort bien, diront alors nos adversaires, mais si vous contrebattiez le capitalisme, comment pouvez-vous prétendre, en conscience, exercer les fonctions de maîtrise qui vous sont imparties par les représentants de ce même capitalisme ? Notre réponse est facile. *Ce n'est pas parce que nous sommes les*

*victimes d'un système de production particulièrement vicieux que nous entendons rester improductifs.* Bien au contraire, si nous voulons que notre voix porte, si nous voulons être entendus quand nous prêchons une forme d'organisation économique plus humaine, nous devons dès à présent prouver aux tenants du capitalisme que nous sommes les meilleurs producteurs et que par conséquent on devra tôt ou tard tenir compte de nos formules. »

De son côté, Louis Vallon<sup>1</sup> lance en ces termes un appel au syndicalisme des techniciens : « La confusion de ces deux rapports de subordination distincts, le technique et le social, est savamment entretenue dans l'esprit des ingénieurs par le patronat, qui voit dans le personnel technique et de direction l'instrument de son autorité. Mais dans le capitalisme contemporain, cette conviction est de plus en plus difficile à maintenir. Autrefois, le capitalisme représentait effectivement l'intelligence en face des bras; aujourd'hui, il n'en est plus de même. .... Cette transformation n'a pas échappé à l'esprit d'une fraction importante des ingénieurs et des techniciens. Ils se sentent dominés par une autorité extérieure à la vie du travail, insolente et désinvolte. Seul le syndicalisme pourra, par son action propre, fournir une base démocratique à l'autorité sociale, et du même coup renforcer l'autorité technique nécessaire, qui serait ainsi librement et collectivement acceptée par tous. »

(1) L. Vallon. — « Le syndicalisme et le problème des cadres. » *Idee et Action*, avril-mai 1937.

§ 3. — *Les courants syndicalistes dans la maîtrise.*

Ainsi, malgré les résistances acharnées du capitalisme, le syndicalisme des techniciens est né. Il s'est même considérablement développé depuis 1936 malgré les difficultés signalées plus haut et qui semblaient décourager à l'avance, dans les cadres, toute tentative d'organisation sociale.

Au reste, si le développement du syndicalisme des cadres rencontre infiniment plus d'obstacles que n'en a rencontrés le mouvement ouvrier, il semble bien que sur un point, il marque un avantage sur ce mouvement. Il y a en général plus d'intelligence dans la maîtrise que chez l'ouvrier. Il en résulte qu'à effectifs égaux, un syndicat de techniciens s'organisera et s'administrera mieux qu'un syndicat ouvrier et que son action sera mieux conduite, sauf le cas, bien entendu, où des créatures du patronat parviendraient à s'y installer. Le « noyautage » d'un syndicat de cadres pour le patronat est en effet relativement aisé.

Le patronat favorise également les groupements pseudo-syndicaux de maîtrise qui ont réussi à canaliser une très grande partie de l'irrésistible courant social en 1936. Nous ne nous attarderons guère sur ces formations sinon pour en souligner l'inanité.

Sans doute, toutes les organisations syndicales de maîtrise se prétendent-elles indépendantes. Mais l'indépendance se prouve, et trop de syndicats de techniciens, dits indépendants, se révèlent incapables de

résister aux influences patronales. Sans parler des pseudo-syndicats entièrement aux mains capitalistes, la tendance collaboratiste joue parfois avec une telle force dans certains syndicats indépendants qu'elle en arrive à dévier au profit du patronat l'activité des meilleurs militants.

En dehors de la C. G. T., en guerre ouverte contre le capitalisme, il s'avère donc difficile de porter un jugement sûr quant à l'indépendance des syndicats de maîtrise. A plus forte raison est-il délicat d'apprécier la valeur syndicaliste d'une fédération ou d'une confédération hors-C. G. T. Les syndicats qu'elles groupent, en effet, peuvent toujours se prévaloir d'une certaine tradition d'indépendance poursuivie par leur fédération, ce qui leur permet de couvrir plus aisément, le cas échéant, des collusions occasionnelles ou permanentes.

Jusqu'aux mouvements sociaux de 1936, on ne connaissait guère, comme groupements de techniciens, qu'une multitude d'amicales. Elles se sont révélées pratiquement impuissantes à relever la condition sociale de leurs adhérents. Elles n'étaient d'ailleurs pas constituées dans ce but. Quant aux rares syndicats existants, ils ressemblaient plutôt à des sociétés d'études économiques et sociales et n'envisageaient ni l'action syndicale directe, ni la défense professionnelle active de leurs membres.

Il convient de noter toutefois, antérieurement à 1936, quelques mouvements de maîtrise significatifs. Lors de l'Exposition Universelle de 1900, les Chan-

tiers de la Loire, à St-Nazaire crurent possible de contraindre leurs dessinateurs à des heures supplémentaires à tarif réduit. 28 dessinateurs s'unirent pour protester et firent condamner l'entreprise en Justice de Paix. Malheureusement ils n'arrivèrent pas, malgré leurs efforts, à constituer un syndicat. L'idée fit pourtant son chemin dans l'industrie navale et de petits syndicats de dessinateurs se constituèrent vers 1905-06 à St-Nazaire, Bordeaux, Dunkerque, Rouen, Le Havre, Port-de-Bouc. En avril 1906, une grève de dessinateurs aux chantiers de la Loire dure 18 jours et se termine par un franc succès : paiement au mois, congé annuel de 12 jours, 10 jours de grève payés et pas de sanctions pour faits de grève. Il faudra cependant attendre 20 ans encore pour que les dessinateurs arrivent à se grouper en syndicat national toutes industries (1926).

En mars 1929, les techniciens de la téléphonie : ingénieurs, dessinateurs, agents de maîtrise, s'inquiètent sérieusement de leurs conditions d'existence. Des pétitions et des meetings s'organisent, mais les techniciens n'eurent pas à faire grève; successivement, toutes les grosses compagnies (Thomson-Houston, le Matériel Téléphonique, Régina Grammont, La Cie Générale de Télégraphie et Téléphonie, la Société Industrielle des Téléphones) leur accordèrent de sensibles augmentations.

A la veille des mouvements de 1936, les organisations syndicales de techniciens se réduisaient donc à fort peu de chose : les syndicats de la Confédération

des Travailleurs Intellectuels groupaient surtout les éléments supérieurs, tandis que les agents de maîtrise se trouvaient plus à l'aise dans les syndicats ouvriers.

En définitive, nous sommes amenés à distinguer trois catégories d'organisations :

- 1° Les pseudo-syndicats de maîtrise,
- 2° Les indépendants hors-C. G. T.
- 3° Les organisations de maîtrise au sein de la C. G. T.

Nous rangerons dans la seconde catégorie la Confédération des Travailleurs Intellectuels (C. T. I.) et les syndicats de maîtrise de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C. F. T. C.), les plus importants d'entre eux se rattachant d'ailleurs à la C. T. I.

Ces deux grandes confédérations n'ont pas été créées en 1936, et pour les besoins de la cause, comme toutes les organisations pseudo-syndicales. Elles ont déjà derrière elles une tradition qui garantit leur pureté au moins originelle. Mais encore une fois, ce n'est pas parce que nous considérons ces deux organisations comme indépendantes que nous entendons garantir l'indépendance de tous les syndicats qu'elles groupent. Un trop grand nombre d'entre eux n'ont pas toujours su se montrer à la hauteur des circonstances et se sont avérés dangereusement sensibles aux influences patronales.

En ce qui concerne la C. G. T., nous aurons des réserves de même nature à formuler. Il ne s'agit plus évidemment de contester l'indépendance de certaines

organisations vis-à-vis du patronat, mais de déplorer l'activité de certains meneurs au service d'idéologies malfaisantes.

Dans le monde moderne, l'élément Travail représente un potentiel d'énergie sociale considérable. De toutes part, ceux qui combattent pour un certain ordre politique, quel qu'il soit, se sont toujours efforcés de capter cette énergie au service de leurs aspirations.

DEUXIEME PARTIE

LE DEVELOPPEMENT  
DU SYNDICALISME  
DES TECHNICIENS



## CHAPITRE PREMIER

### LES PSEUDO-SYNDICATS

#### SECTION I.

##### LES SYNDICATS PROFESSIONNELS FRANÇAIS (S. P. F.).

###### § 1. — *Le syndicalisme « jaune ».*

En 1899, M. Henri Schneider, propriétaire des usines du Creusot, se vit dans la désagréable nécessité de céder, pour la première fois, devant un mouvement de grève. Esprit réaliste, il ne s'attarda pas à l'action directe contre un courant qu'il jugeait irrésistible. Puisque le syndicalisme avait le vent en poupe, il lança lui aussi son « syndicat ». La nouvelle organisation eut les premiers pas très faciles et M. Schneider lui fournit même un immeuble. L'immeuble était peint en jaune et cette caractéristique toute extérieure devait connaître la fortune que l'on sait.

Le mouvement social de 1936 a naturellement donné aux syndicats jaunes un magnifique essor. Fondés soit par des employeurs, soit par des organisations politiques à tendances antidémocratiques, ces pseudo-syndicats, sous la fallacieuse générosité de leur pro-

gramme, sont des formations de lutte contre l'authentique mouvement ouvrier.

Au premier rang d'entre elles, nous devons citer les Syndicats Professionnels Français. Ces syndicats se sont attirés très rapidement les faveurs patronales et M. Lambert-Ribot, à l'assemblée de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, fin juin 1936, soulignait lui-même la nécessité vitale d'encourager les syndicats « professionnels » officiellement et officieusement.

A la faveur du mouvement social les effectifs S. P. F. ont rapidement gonflé et quantité de travailleurs se sont laissés conquérir de très bonne foi par le caractère apparemment libéral de ces organisations.

## § 2. — *Les S. P. F. et les techniciens.*

Plus particulièrement, les techniciens et les employés, syndicalement moins expérimentés que les ouvriers, ne devaient pas échapper à cette séduction. Les S. P. F. ont compris tout le parti qu'ils pouvaient tirer de la maîtrise pour renforcer leur action. Ils ont invité les techniciens à s'associer « dans une action commune, avec les syndicats d'ouvriers et d'employés ».

Jusqu'à présent, la Confédération des S. P. F. n'a pas jugé utile de constituer une organisation spéciale pour les techniciens. Leurs syndicats s'agrègent normalement aux Unions Fédérales régionales, exactement comme les syndicats ouvriers.

Les statuts-types des « Syndicats Professionnels Français des Cadres de Direction et de Maîtrise » ne sont certes pas faits pour encourager les techniciens à y adhérer. Ces syndicats sont organisés en effet comme de véritables directoires, réduisant pratiquement à rien le droit de contrôle des adhérents sur leur syndicat. On peut penser si le technicien français, dont l'individualisme un peu naïf est déjà mis à mal par l'idée syndicale, acceptera d'un cœur léger cette dictature d'un Conseil Syndical tout-puissant.

Que disent ces statuts-types ? L'article 14 indique que « le Conseil Syndical a les pouvoirs les plus étendus ». L'article 7 prend soin de préciser à deux reprises que « le Conseil reste seul juge de l'admission... se réserve entière liberté d'appréciation pour tout ce qui concerne l'admission ».

Le Conseil juge l'attitude des membres du syndicat (art. 14-2°) et il est habilité par les art. 10 et 11 à prendre toutes sanctions contre les adhérents y compris l'exclusion. Aucun appel n'est prévu. Enfin le Conseil vote le budget et vérifie les comptes.

Quant à l'assemblée générale, elle n'est guère plus qu'une simple assemblée d'information. Le Conseil en choisit la date et fixe l'ordre du jour. L'article 15 indique que les membres sont convoqués individuellement par simple lettre et aucune autre publicité n'est prévue. Le seul pouvoir concédé à l'Assemblée est le renouvellement du tiers sortant du Conseil. Etant donné ce qui précède, des surprises électorales ne sont pas à craindre. Au surplus, le Conseil ne conserve-

t-il pas le droit d'exclure quiconque du syndicat pour des motifs aussi mal définis que le « manquement à l'esprit strictement amical et professionnel » (art. 9-5°) ?

Pour le reste, l'Assemblée doit se borner à *entendre* les rapports moraux et financiers et à épuiser l'ordre du jour prévu. Ajoutons qu'elle ne peut modifier les statuts sans l'accord du Conseil.

Le caractère antidémocratique de pareils statuts éclate donc aux yeux des moins avertis et nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'insister davantage sur leur incompatibilité radicale avec les principes classiques du syndicalisme qui tendent avant tout à développer la personnalité du travailleur pour en faire autre chose qu'une unité dans un troupeau. M. Dolléans l'a fort bien dit : « Presque seul, le syndicalisme ouvrier français met au premier plan l'effort individuel et collectif. Il pense que l'individu ne s'affirme que dans sa liberté. Le syndicalisme ne perd jamais de vue l'homme... Le syndicalisme croit que, pour agir avec continuité, chacun doit d'abord s'appuyer sur soi-même : « la force vient de l'intérieur ». ...Le syndicalisme offre au travailleur un programme réaliste et constructif; il exige de lui un effort personnel en vue d'une œuvre qui n'est plus limitée à l'achèvement d'un détail de la production. Et ainsi se transforment le caractère et le sens de la tâche quotidienne » <sup>1</sup>.

Le S. P. F. n'exige de ses adhérents que l'effort de

(1) E. Dolléans. — Victoire des Obscurs, p. 112.

cotisations dérisoires. Ses formules oligarchiques le rendent à elles seules indigne de la tradition syndicaliste française.

## SECTION II.

### LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES CADRES DE L'ECONOMIE (C. G. C. E.)

#### § 1. — *Origines de la C. G. C. E.*

Le 6 avril 1937 fusionnaient cinq organisations de cadres :

Le Syndicat des Ingénieurs et Agents de Maîtrise de Lille (S. I. A. M),

Le Syndicat des Cadres de l'Aéronautique,

La Fédération Nationale des Syndicats d'Ingénieurs des Mines,

Le Syndicat des Cadres de Direction et de Maîtrise des Assurances,

Le Syndicat Professionnel des Techniciens du Pétrole.

M. Couturaud donne les précisions suivantes sur la naissance de la C. G. C. E. : « La C. G. C. E. est née... L'initiative en revient au Syndicat des Cadres de l'Aéronautique que, le 27 février, nous avons mis en relations avec l'un des dirigeants du S. I. A. M. de Lille. Un entretien a eu lieu rue de la Pépinière, et ce qui en est sorti, c'est une série de réunions professionnelles au cours desquelles ont été rédigés les sta-

tuts de la Confédération Générale des Cadres de l'Economie Française. Outre ceux de l'Aéronautique et du S. I. A. M. de Lille, y ont pris part les représentants des cadres des Assurances, des techniciens du Pétrole et des ingénieurs des Houillères » <sup>1</sup>.

Que sont ces S. I. A. M. dont M. Couturaud s'est fait le plus ardent défenseur, tout au moins jusqu'à juin 1937 ? Le premier S. I. A. M. était formé en juillet 1936 à Lille par MM. Geillon et Delerive (actuel secrétaire général de la C. G. C. E.), respectivement sous-directeur et ingénieur de la Compagnie Lilloise des Moteurs. Le 3 août 1936, le S. I. A. M. et la C. G. T. signaient le protocole suivant :

« Les représentants du Syndicat des Ingénieurs et Agents de Maîtrise (S. I. A. M.) et de la Fédération des Techniciens (C. G. T.),

en présence des représentants du Syndicat ouvrier de la Métallurgie (C. G. T.), décident :

1° De discuter en collaboration la convention collective relative aux techniciens de la Région lilloise;

2° D'unir leurs efforts pour faire aboutir les légitimes revendications de leurs mandants.

Eventuellement, le S. I. A. M. et la C. G. T. détermineront séparément les moyens d'imposer au patronat le respect des engagements pris ».

L'accord parfait régna entre les deux organisations pendant la discussion de la convention collective jusqu'au jour où les patrons prétendirent imposer des salaires de 27 % inférieurs à ceux de la Région Pa-

(1) Etapes n° 35, 10 avril 1937.

risienne. La C. G. T., qui se refusait à accepter de telles prétentions, eut la surprise d'entendre les délégués du S. I. A. M., en présence des patrons et du représentant du Ministère du Travail, donner leur accord sur cet abatement.

La tension entre les deux organisations ne fit dès lors que croître. Une grève ouvrière déclanchée le 18 novembre 1936 devait provoquer la rupture définitive, le S. I. A. M. étant entré en lutte ouverte contre le mouvement. Le 11 janvier 1937, la grève prenait fin, après 53 jours, sur une sentence arbitrale. C'est alors que le S. I. A. M., mécontent de cet arbitrage, invita ses membres à ne pas reprendre le travail. Les usines ne purent donc rouvrir le 11 janvier comme prévu. Cet incident mit le comble à l'indignation des syndicats ouvriers qui conclurent à une manœuvre concertée du patronat et du S. I. A. M., bref à un véritable lock-out.

Il ne faut plus parler des S. I. A. M. à la C. G. T. Leur influence a d'ailleurs beaucoup décliné depuis qu'ils ont été exclus, le 2 juin 1937, de la discussion de la convention collective-métallurgie dans la région de Valenciennes. Sans doute, M. Couturaud voit-il dans cette décision du Ministère du Travail, l'effet de « la pression des plus hauts personnages de la C. G. T. », mais il doit reconnaître par ailleurs qu'elle n'est pas injustifiée : « Les promoteurs du S. I. A. M. ne peuvent s'illusionner sur cette réelle

chute d'influence. La vérité, c'est qu'ils ont voulu aller trop vite... » <sup>1</sup>.

## § 2. — *Importance et activité de la C. G. C. E.*

Outre les cinq organisations mentionnées ci-dessus, la C. G. C. E. groupe actuellement un certain nombre de syndicats, principalement dans les branches suivantes : pharmacie, radio, commerce de détail, alimentation générale, travaux publics, textiles, constructions navales, industries du bois, meunerie, gaz et électricité, presse. Elle a constitué quelques Unions Régionales (Région Parisienne, Sud-Est, Bordeaux, Nord) et prétend grouper quelque 25.000 membres répartis en 15 Fédérations de syndicats régionaux et nationaux.

Quels buts se propose la C. G. C. E. ? Un communiqué de presse (voir le *Matin* du 12 avril 1937) nous l'apprend :

« Nous vivons à une époque de rassemblement. Entre la Confédération du patronat français et la Confédération des travailleurs, la Confédération Générale des Cadres de l'Economie avait sa place marquée. La C. G. C. E. entend se trouver, non pas en face, mais à côté des patrons, à côté des employés et ouvriers pour assurer la bonne marche de l'entreprise à laquelle ses adhérents collaboreront et être entendue dans tous les cas où une question sociale ou professionnelle touchera directement ou indirecte-

(1) Etapes n° 45, 19 juin 1937.

ment la corporation qu'elle représente. Elle entend rester strictement sur le plan professionnel, économique et social et en dehors de toute ingérence politique ou confessionnelle ».

Ainsi donc, la C. G. C. E. entend jouer un rôle médiateur dans les conflits du travail. M. Delerive, secrétaire général de l'organisation, donnait les précisions les plus nettes à cet égard dans une assemblée d'information le 30 mai 1937 :

« Avant juin, les cadres n'étaient rien. Maintenant, leur rôle entre employeurs et employés, rôle de médiation et de conciliation, ne peut être méconnu ».

Nous sommes encore en présence d'un programme séduisant : organisation d'un tiers-parti capable de remettre à la raison aussi bien le Travail que le Capital lorsque l'un ou l'autre est tenté de perdre le sens des **intérêts généraux de l'économie**. Malheureusement, l'examen des faits appelle sur la pureté de ce mouvement les plus sérieuses réserves.

C'est d'abord l'enthousiasme, aussi suspect que maladroit, du Comité de Prévoyance et d'Action Sociales — l'un des groupements les plus « dynamiques » de la C. G. P. F. — à la naissance de la C. G. C. E. Cet extrait de la circulaire confidentielle n° 23 du C. P. A. S. en date du 19 avril 1937 ne permet guère de se faire illusion sur l'indépendance de la nouvelle organisation :

« ...Enfin, au nombre des manifestations de réaction contre la dictature cégétiste, il faut noter également la constitution récente de la C. G. C. E... Lorsque

l'on connaît les efforts faits par la C. G. T. pour attirer à elle les cadres de maîtrise, sans lesquels aucun mouvement ouvrier d'exploitation directe des usines n'est humainement possible, il y a lieu de se réjouir très vivement de la constitution de ce nouveau groupement... ».

Nous noterons encore que M. Couturaud, l'un des promoteurs de la C. G. C. E., nous l'avons vu, accepte, pour la propagande en faveur de ses organisations, le micro de la C. G. P. F. gracieusement offert par M. Gignoux (Etapes n° 35, 10-4-37).

Enfin, les statuts-types des « syndicats professionnels indépendants des Cadres de Direction et de Maîtrise » tels qu'ils sont proposés par la C. G. C. E. à ses adhérents sont calqués sur les statuts S. P. F. précédemment examinés : toute puissance du Conseil Syndical pour l'admission et la radiation des syndiqués, le vote du budget et le contrôle des comptes, la convocation et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale. Nous savons ce qu'il faut penser de ces conceptions<sup>1</sup>.

(1) Il faut remarquer toutefois que la C. G. C. E. groupe quelques syndicats dont les statuts ne sont pas conformes à ces statuts-types. C'est ainsi que le Syndicat National des Cadres des Industries Chimiques réserve une procédure d'appel en cas d'exclusion d'un membre par le Conseil, enlève la vérification des comptes au Conseil et étend les pouvoirs de l'Assemblée Générale.

## CHAPITRE II

### LES INDEPENDANTS HORS-C. G. T.

#### SECTION I.

#### LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS (C. T. I.).

Cette Confédération englobe une multitude de professions : artistes, fonctionnaires, professions libérales, etc..., etc... Nous n'avons à retenir que les techniciens de l'industrie privée.

#### § 1. — *Origines de la C. T. I.*

Sur les origines de la C. T. I., nous nous en rapportons à M. Romain Coolus, son Président-Fondateur <sup>1</sup> :

« J'ai fait la connaissance d'Henry de Jouvenel au lendemain de la guerre..... Comme je l'étais moi-même, il était frappé et vivement inquiet des difficultés de tout ordre qu'allaient rencontrer, en raison du séisme qui venait de bouleverser toutes les valeurs, les travailleurs intellectuels..... Il estimait comme moi qu'il importait avant tout de convaincre les travail-

(1) Cf., La Revue des Vivants, novembre-décembre 1935, p. 1710.

leurs des professions non manuelles que, s'ils demeuraient isolés, ils étaient condamnés à ne plus connaître désormais qu'une existence asservie et diminuée. Il fallait leur apprendre la vertu de la solidarité, la nécessité de l'action concertée et les amener progressivement à renoncer à leur individualité stérile pour s'imposer la discipline syndicale.

Quelques semaines après cet entretien, Henry de Jouvenel prenait l'initiative de réunir au *Matin* des représentants de toutes ces professions. Malgré l'incompréhension de certains, malgré la résistance de quelques autres....., il fut assez persuasif, assez « animateur » pour emporter l'adhésion de la majorité et faire triompher le principe du groupement interprofessionnel. Huit jours plus tard, au siège de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques, la Confédération des Travailleurs Intellectuels était fondée (1920). »

Cette organisation s'est développée rapidement. Au printemps 1923, elle en arrivait déjà à envisager une action internationale et convoquait à la Sorbonne le premier Congrès international des Confédérations nationales de travailleurs intellectuels, Congrès qui aboutit à la fondation de la Confédération Internationale des Travailleurs Intellectuels (C. I. T. I.).

§ 2. — *Importance actuelle de la C. T. I. — Son œuvre.*

En 1935, la C. T. I. comprenait déjà 200 groupements représentant plus de 200.000 membres. Elle est actuellement divisée en treize sections :

Arts dramatique et musical, Arts graphiques et plastiques, Enseignement, Etudiants et pré-professionnels, Fonctionnaires, Lettres, Presse, Professions libérales, Sciences pures et appliquées, Techniciens de l'Administration, Techniciens de la Distribution, Techniciens de la Production, Groupements divers.

Les sections de Techniciens (Administration, Distribution, Production) seules nous intéressent. Elles comprennent, pour l'Administration, des syndicats et associations de comptables et de techniciens divers (contentieux, assurances, etc...). Dans la branche Production, nous trouvons de nombreuses organisations d'ingénieurs et agents techniques. Enfin, la C. T. I. a créé la branche Distribution pour les techniciens des questions commerciales et publicitaires.

Les activités de la C. T. I. ne sont nullement négligeables comme on peut en juger par l'énumération ci-dessous :

Constitution de Groupes Parlementaires de Défense des Travailleurs Intellectuels au Sénat (100 membres, Président : M. Mario Roustan) et à la Chambre des Députés (150 membres, Président : M. Charles Baron),

Représentation dans de nombreux Conseils ou Comités nationaux, notamment : au Conseil National Economique, au Conseil Supérieur des Beaux-Arts, à la Commission Supérieure des Maladies Professionnelles, à la Commission d'hygiène industrielle, à la Commission de la Propriété Scientifique, à la Commission de protection du titre d'Ingénieur, etc....

Enfin, sur le plan international, la C. T. I. est représentée à la Confédération Internationale des Travailleurs Intellectuels, au Bureau International du Travail et à l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

§ 3. — *La C. T. I. et les grandes organisations de techniciens.*

1. — *La Fédération Nationale des Syndicats d'Ingénieurs (F. N. S. I.).*

A. — *L'Union des Syndicats d'Ingénieurs Français (U. S. I. F.).*

Un mouvement syndical d'ingénieurs particulièrement cohérent s'est organisé dès la fin de la guerre. Le Bulletin de l'U. S. I. F. d'octobre 1932 donne à ce sujet les plus intéressantes précisions :

« ..... la guerre avait mis en évidence l'importance vitale de la technique, en même temps que l'insuffisance de l'organisation industrielle du pays. Elle avait fait largement appel, pour la sauvegarde de la nation, au dévouement des ingénieurs, qui furent les véritables créateurs des industries de guerre. Ils n'en attendaient aucun profit matériel, mais quelle fut leur rancœur de constater que d'autres bâtissaient des fortunes sur leur science et sur la ruine des peuples. Plus peut-être que cette considération matérielle, intervint pour les indigner le spectacle de la mauvaise administration de la guerre, du gaspillage, de l'im-

prévoyance. Eux qui se savaient capables de mettre de l'ordre dans le gâchis général, se virent exclus, comme toujours, des postes de direction..... Ces impressions, ils les ressentirent tous et elles amenèrent chez tous la même réaction. Les ingénieurs songèrent à se défendre et pour cela, à se grouper ».

C'est dans ces conditions que l'on vit se former, en mai 1918 le syndicat des Ingénieurs Chimistes Français (dont l'ancêtre, le Syndicat des Chimistes et Essayeurs de France, remontait à 1890), en décembre 1918, le Syndicat des Ingénieurs Electriciens Français, en 1919 enfin, le Syndicat des Ingénieurs de la Mécanique, Métallurgie et Travaux Publics.

Pour une action plus coordonnée, ces trois syndicats constituèrent l'Union des Syndicats d'Ingénieurs Français (U. S. I. F.) dès 1920, et peu de temps après, l'U. S. I. F. est au nombre des 30 groupements de travailleurs intellectuels qui créent la C. T. I.

Au dernier Congrès de la C. T. I. (1-2-3 octobre 1937), M. Salauze, dans son rapport sur la C. T. I. et les ingénieurs, définit ainsi les relations de la C. T. I. et de l'U. S. I. F. : « La symbiose U. S. I. F.-C. T. I. est facile à saisir. L'U. S. I. F. est en contact immédiat et de tous les instants avec les Ingénieurs; elle est donc fort bien placée pour connaître tous les problèmes qui intéressent ces derniers. Elle étudie ces problèmes et peu à peu en dégage les vraies solutions. Problèmes et solutions sont à leur tour soumis au bureau et au comité de direction de la C. T. I..... Ainsi, une solution commune est dégagée, que la

C. T. I. fait sienne, qu'elle patronne et qu'elle s'efforce de faire aboutir grâce aux moyens dont elle dispose et qui sont, forcément, plus étendus que ceux de l'U. S. I. F. Mais parfois, le problème étudié est d'une généralité et d'une ampleur qui dépassent le cadre national. Alors, la C. T. I. les présente à son tour à un organisme plus général : la C. I. T. I. Elle en saisit également les grands organismes internationaux avec lesquels elle communique par le canal de la C. I. T. I. : Bureau International du Travail, Institut International de Coopération Intellectuelle, etc... ».

B. — *L'Union Sociale des Ingénieurs Catholiques.*  
(U. S. I. C.).

En 1891, l'encyclique *Rerum Novarum* venait secouer l'apathie sociale des catholiques et dès l'année suivante se fondait le Cercle d'Etudes Sociales d'Ingénieurs Catholiques, lequel ressuscita après la guerre en 1920 sous la forme de l'Union Sociale des Ingénieurs Catholiques (U. S. I. C.), groupement mixte de patrons et d'ingénieurs animés d'un généreux esprit chrétien-social.

C. — *Evolution de l'U. S. I. F. et de l'U. S. I. C.*

De même que l'U. S. I. C., l'U. S. I. F. admettait des patrons dans son sein. En particulier, nombre d'ingénieurs électriciens, devenus petits patrons dans l'installation électrique, se maintenaient au Syndicat des Ingénieurs Electriciens Français.

U. S. I. F. et U. S. I. C. bornaient à peu près leur activité à des études sociales et connaissaient une prospérité bien modeste. 1936 allait changer la face des choses. Dans la grande tourmente sociale, les ingénieurs commencèrent d'abord par être « lâchés » par tout le monde, patrons et ouvriers. L'U. S. I. C. et l'U. S. I. F. eurent alors le mérite de se ressaisir et de « lâcher » à leur tour les patrons pour s'organiser sur le pied de guerre en vue de la discussion des conventions collectives.

L'U. S. I. F. se sépara purement et simplement des employeurs qu'elle groupait. L'U. S. I. C. employa une méthode différente en fondant le Syndicat des Ingénieurs Salariés (S. I. S.), le 13 juin 1936, syndicat ouvert aux ingénieurs salariés de toutes opinions ou croyances et non plus seulement, comme l'U. S. I. C., aux seuls catholiques.

D. — *Le Syndicat Professionnel des Ingénieurs Diplômés*. S. P. I. D.).

A la même époque (juin 36), et par un processus analogue, un groupement d'amicales, la Fédération des Associations, Sociétés et Syndicats Français d'Ingénieurs, (F. A. S. S. F. I.), lança la formule du Syndicat Professionnel des Ingénieurs Diplômés (S. P. I. D.). Les associations d'anciens élèves de l'Ecole Centrale et des Arts et Métiers prirent la part la plus active à la fondation de ce syndicat.

Il est bien évident qu'il prétendit tout de suite être habilité à la discussion des conventions collectives,

puisqu'aussi bien il n'était formé que pour cela. L'U. S. I. F. devait en prendre ombrage et le S.P.I.D. fut évincé de la discussion des conventions collectives en cours.

E. — *La fusion.*

Mais la nécessité de s'unir devenait chaque jour plus impérieuse. Des pourparlers furent engagés dès octobre 1936 entre l'U.S.I.F., le S.I.S. et le S.P.I.D. qui aboutirent à l'union de ces trois grandes organisations dans une Fédération Nationale des Syndicats d'Ingénieurs (statuts déposés le 20 février 1937).

Cette Fédération prétend grouper actuellement 23.000 ingénieurs. Elle est ouverte aux syndicats d'ingénieurs ou unions de syndicats qui adhéreront ultérieurement à ses statuts.

La F. N. S. I. pose un certain nombre de conditions à l'admission d'un syndicat dans son sein. Il faut :

1° Qu'il soit constitué sous le régime du Livre III, titre premier du Code du Travail;

2° Que ses statuts soient tels qu'il ne puisse admettre comme membres actifs ou ayant droit de vote que des Ingénieurs diplômés ou des Ingénieurs qui, par leur culture, leur valeur professionnelle, les fonctions qu'ils remplissent, sont assimilables aux Ingénieurs diplômés;

3° Qu'il compte au moins 400 membres cotisants;

4° Qu'il soit fondé depuis au moins 6 mois.

La Fédération a pour objet :

1° D'étudier en commun les questions d'intérêt

général d'ordre juridique, économique et social qui, à un titre quelconque, intéressent les ingénieurs;

2° De coordonner les efforts des Syndicats adhérents en vue de la défense des intérêts moraux, professionnels et économiques des ingénieurs;

3° De recommander l'attitude commune qu'il serait intéressant et utile de voir suivre par les syndicats adhérents;

4° De représenter ces syndicats dans toutes les circonstances et pour toutes les questions où une action commune sera jugée nécessaire et cela dans les conditions prévues aux statuts. Dans ce but, la Fédération pourra accomplir toutes les démarches, formalités ou opérations, exercer toutes actions et notamment intervenir dans toute procédure d'apaisement, de conciliation et d'arbitrage.

La Fédération travaille en liaison étroite avec la C. T. I.

#### F. — *Valeur syndicaliste des organisations de la F. N. S. I.*

Cette valeur est très inégale. La F. N. S. I. a conclu plus de trente conventions collectives d'ingénieurs qui ont, pour la plupart d'entre elles, sérieusement amélioré le statut des ingénieurs dans les entreprises signataires.

Mais les organisations C. G. T. n'ont pas manqué de relever au passif de leurs adversaires certaines faiblesses assez typiques.

Si nous en croyons le Bulletin du Syndicat National des Ingénieurs et Chefs de Service (C. G. T.) de

février 1937 : « Au cours d'une réunion de la commission paritaire des additifs à la convention de la Métallurgie Parisienne, le 22 janvier dernier, M. R..., délégué patron, a fait publiquement la déclaration suivante à M. M. <sup>1</sup>..., président du S. I. S. : « Je regrette qu'en juin vous n'ayez pas été de notre côté, vous auriez été le meilleur avocat de la cause patronale ». M. M.... aggrava son cas en répondant que souvent il était obligé de défendre des causes d'ingénieurs qu'il ne considérait pas comme justes ».

Le même Bulletin donne le texte d'une circulaire diffusée par la section de Rouen du S. I. S. et ainsi conçue : « Il n'est pas douteux que plus les ingénieurs seront nombreux au S. I. S. plus son autorité sera grande, aussi vous trouverez inclus un bulletin d'adhésion..... Le droit d'adhésion n'est que de 8 fr. (correspondant à une cotisation de 2 mois) et chacun pourra cesser de faire partie du S. I. S. après 2 mois de présence. L'important est que nous soyons nombreux tout de suite ».

Il y avait sans doute quelque convention collective sous roche à cette époque, et le vif désir du S. I. S. d'être considéré comme l'organisation la plus représentative.

Toutes ces faiblesses tiennent surtout au manque de formation syndicaliste des responsables. Elles ne nous paraissent pas suffisantes pour retenir l'hypothèse d'une collusion originelle avec le patronat. C'est pourquoi nous avons classé la F. N. S. I. au nombre des organisations indépendantes.

(1) Le Bulletin donne les noms des personnalités qu'il met en cause. Nous ne jugeons pas nécessaire de les reproduire ici.

Toutefois, si nous avons dû comprendre le S. P. I. D. dans cette rubrique, c'est uniquement du fait de son affiliation à la F. N. S. I. Mais il n'est pas douteux que ce syndicat est d'origine patronale et serait plus à sa place dans notre premier chapitre. De l'aveu même de M. Couturaud (Étapes du 8 mai 1937), le S. P. I. D. est venu « des confins du patronat ». Et le Bulletin du syndicat national des ingénieurs et chefs de service (C. G. T.), de juin 1937 rappelle que le président de l'U. S. I. F. lui-même « considérant en juin 1936 les origines nettement patronales du S. P. I. D. demandait, d'accord avec la C. G. T., l'exclusion de ce « syndicat » de la délégation des Ingénieurs lors de la discussion de la convention collective de la Métallurgie Parisienne. Exclusion qui fut accordée d'ailleurs ». Ce même Bulletin s'inquiète : « Les origines du S. P. I. D. ont-elles changé ?... Nous ne le pensons pas ».

## II. — *Organisations diverses de techniciens.*

Parmi les organisations de moindre importance, citons :

a) La Fédération Générale des Cadres et Employés de la Métallurgie (F. G. M.) de formation récente;

b) La Fédération des Ingénieurs et Agents de Maîtrise des Industries Métallurgiques et Industries connexes (F. I. A. T. I. M.); — cette organisation, très ancienne puisqu'elle s'est constituée peu après la loi de 1884, groupe surtout des syndicats régionaux de contremaîtres et d'agents de maîtrise.

c) La Fédération des Associations, Sociétés et Syndicats Français d'Ingénieurs (F. A. S. S. F. I) que nous citons pour mémoire. L'U. S. I. C. en faisait autrefois partie et son retrait, en 1936, amena la dislocation de la F. A. S. S. F. I. Nous avons vu précédemment que cette organisation a participé au lancement du S.P.I.D.

d) Le S. A. C. I. A. T. (Syndicat et Amicale des contremaîtres, ingénieurs, agents de maîtrise et techniciens de la métallurgie). Ce groupement dérive d'une amicale de contremaîtres fondée en 1897. Constitué actuellement en syndicat, il a cherché à étendre son influence en province. M. Couturaud, un peu inquiet de l'avenir des S. I. A. M. pour lesquels il s'était enthousiasmé, entrevoit pour le S. A. C. I. A. T. de magnifiques perspectives (Etapas du 19 juin 1937).

e) Citons enfin le Groupement Professionnel des Diplômés des Grandes Ecoles et Facultés Collaborateurs du Commerce et de l'Industrie, dû à l'initiative d'anciens élèves de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales.

### III. — *Le Rassemblement des Cadres.*

Un rapport de la Commission intersectionnelle des Techniciens adopté par le Comité Directeur de la C. T. I. le 7 juillet 1937 souligne l'intérêt de ce rassemblement :

« Un comité de coordination (après tout d'abord une commission d'informations) entre la Fédération Nationale des Syndicats d'Ingénieurs, la Confédération Générale des Cadres de l'Economie et la Commission

intersectionnelle sous l'égide générale de la C. T. I. assurerait l'unité parfaite de la défense des travailleurs intellectuels salariés, en même temps qu'il ferait bénéficier l'ensemble des groupements des représentations officielles de la C. T. I. D'autre part, l'influence de celle-ci se trouverait accrue par l'unanimité des travailleurs intellectuels au nom de qui elle parlerait ».

Des pourparlers s'engageaient aussitôt qui devaient être couronnés de succès. Le 20 novembre 1937, la C. T. I. éditait le « Manifeste Collectif des Groupements d'Ingénieurs et de Cadres Techniques, Commerciaux et Administratifs des Entreprises » signé par elle et par la F.N.S.I., la C.G.C.E., la F.I.A.T.I.M., la F. G. M. Le manifeste était remis le même jour à la Présidence du Conseil. Il constate que la place des techniciens dans l'économie est méconnue et notamment qu'aucune place ne leur est faite dans les organismes officiels d'études économiques et sociales à base paritaire. Il affirme l'indépendance des techniciens vis-à-vis du patronat, exprime leur sympathie pour la classe ouvrière et conclut énergiquement à la représentation des techniciens dans les organismes précités.

Par ce manifeste, la C. T. I. visait plus particulièrement à se faire admettre à la Commission d'Enquête sur la Production et à toutes les commissions analogues que le Gouvernement serait amené à constituer.

Satisfaction allait lui être donnée. Le 7 janvier 1938 (date historique pour la C. T. I.) elle se voit officiel-

lement invitée par le Gouvernement à participer aux Conférences Matignon.

La C. T. I. a commenté cet événement en termes enthousiastes : « Jusqu'à la date du 7 janvier dernier, il ne s'était pas encore trouvé un chef de Gouvernement qui ait publiquement associé la C. T. I. à la vie même du pays. En invitant la C. T. I. à la Conférence Matignon, ainsi que les groupements d'ingénieurs et de travailleurs des cadres techniques, économiques et administratifs, qui ont collaboré avec elle ces mois derniers, M. Chautemps a fait entendre à la Nation que les problèmes sociaux et économiques, si complexes, de l'époque actuelle, ne peuvent être résolus sans la collaboration des travailleurs intellectuels qui concourent à la production. Nous le savions tous, ici. Mais il fallait que cela fût solennellement proclamé par le chef du Gouvernement et traduit sur le plan des réalités. C'est, depuis un mois, chose faite.

Tel est l'événement capital qui nous incite à écrire que la C. T. I. vient d'inaugurer une phase nouvelle de son activité ».

## SECTION II

### LE MOUVEMENT CHRÉTIEN.

Nous avons indiqué à la section précédente dans quelles conditions s'étaient formés l'U. S. I. C. et le S. I. S. d'inspiration catholique. Quand à la Confédé-

ration Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.), elle ne comprend aucun syndicat de techniciens vraiment marquant et n'envisage pas, pour l'instant du moins, une organisation spéciale des techniciens. Elle se borne à les constituer en sections ou syndicats chaque fois que sa propagande lui permet de réunir les éléments voulus.

Nous avons tenu cependant à faire une place à part au syndicalisme chrétien qui, malgré quelques flottements, n'a jamais démerité du mouvement ouvrier.

Le syndicalisme chrétien remonte en France à 1886-87, date de la fondation de la Corporation de la Soierie lyonnaise, à Lyon, et du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie à Paris. En 1919, ce dernier syndicat prit l'initiative d'un Congrès qui aboutit à la fondation de la C. F. T. C. le 1<sup>er</sup> novembre 1919. Cette Confédération s'est attachée à maintes reprises à détruire le préjugé qui veut que, pour être affilié à ses syndicats, il soit nécessaire de pratiquer la religion :

« Le syndicalisme chrétien s'honore de suivre les enseignements de l'Eglise et de mettre en œuvre sa morale sur le terrain professionnel. A ce titre, il relève évidemment de l'influence doctrinale de l'Eglise, spécialement des grandes encycliques « Rerum Novarum » et « Quadragesimo Anno »..... Mais il est une institution de la société civile, dirigée par des laïcs, sous leur responsabilité propre, et visant des buts temporels. Il ne demande nullement à ses membres un minimum de pratique religieuse.

.....Adhésion de principe à la doctrine sociale chrétienne; rien de plus » <sup>1</sup>,

La C. F. T. C. entend l'action syndicale sous l'angle pacifique mais n'exclut pas le recours à la méthode violente :

« Les démarches pacifiques des syndicats chrétiens, qui sont le moyen normal et habituel de leur action, sont souvent couronnées de succès. Il leur est arrivé cependant, pour la défense d'un droit certain et méconnu, d'être obligés de recourir à la grève ».

Quelle est la portée du syndicalisme chrétien ? Sans doute l'Eglise a-t-elle montré, à certaines époques, beaucoup de passivité à l'égard des problèmes du Travail. Avec M. Jacques Maritain, on a pu noter le ressentiment « légitime et malheureusement motivé » de la classe ouvrière contre le catholicisme.

Mais si la voix de l'Eglise, lorsqu'elle prêche plus de justice sociale, ricoche encore aujourd'hui sur les masses laborieuses sans les pénétrer, elle porte souvent plus loin que celle des théoriciens matérialistes. Là est son immense mérite. Le rayonnement chrétien a traversé des couches sociales qui, sans lui, seraient restées irréductiblement insensibles aux clameurs de souffrance du prolétariat.

La fondation du Cercle d'Etudes Sociales d'Ingénieurs Catholiques en 1892 et de l'U. S. I. C. en 1920 sont des exemples de cette bénéfique pénétration. Bien avant et dès 1833, Frédéric Ozanam, « avec son âme ardente et son sens profond des questions so-

(1) Pour être à la page du Syndicalisme. Tract de la C. F. T. C.

ciales » <sup>1</sup>. réussit à grouper dans l'œuvre si humaine des Conférences St-Vincent-de-Paul une élite de catholiques, d'étudiants en particulier. Cette influence sociale d'Ozanam a été considérable, au point que le Père Gillet croit pouvoir retrouver dans les encycliques modernes, de Léon XIII à Pie XI, « la substance de ses leçons et jusqu'à quelques-unes de ses plus heureuses formules » <sup>2</sup>.

Il est bien certain que les conceptions d'Ozanam sur la charité pourraient être contresignées par n'importe quel militant syndicaliste : « Aux œuvres de justice, il faut joindre les œuvres d'assistance, mais une assistance qui honore l'assisté, bien loin de l'humilier; qui prend l'homme par en haut, quand elle s'occupe..... de tout ce qui le rend libre, de tout ce qui peut le rendre grand » <sup>3</sup>.

Même ceux qui pensent avec Marx que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » devront reconnaître l'apport indiscutablement précieux du catholicisme social à cette œuvre.

(1) R. P. Gillet. Appel au Bon Sens, p. 76.

(2) Ibid., p. 77.

(3) Ozanam. Œuvres complètes, T. VII, p. 293.

## CHAPITRE III

### LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

#### SECTION I.

##### LA FÉDÉRATION DES TECHNICIENS.

###### § 1. — *Historique et développement de la Fédération des Techniciens.*

En 1919, au moment où se forment les syndicats de de l'U. S. I. F., quelques techniciens appartenant aux branches les plus diverses de l'économie fondent l'Union Syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture (U. S. T. I. C. A.) dont l'animateur fut M. Roger Francq. Cet organisme se proposait le recrutement le plus large. Il constitua différents syndicats : ingénieurs, directeurs et chefs de service commerciaux et administratifs, agents de maîtrise, etc... mais ne parvint jamais à leur insuffler une activité sérieuse. On doit pourtant noter sa contribution à quelques vastes études économiques et sociales : reconstruction des régions libérées, vie chère, nationalisations, etc... Il collabora enfin avec les syndicats ouvriers au Conseil Economique du Travail.

Mais les problèmes de défense professionnelle des techniciens se faisaient de plus en plus impérieux et de nouvelles sections syndicales beaucoup plus dynamiques (dessinateurs en particulier) entendirent bien ne pas s'en tenir à des vaticinations.

C'est ainsi que l'U. S. T. I. C. A., incapable de les suivre sur ce nouveau terrain, fut bousculée et remplacée par l'Union des Syndicats de Techniciens et Employés de l'Industrie (U. S. T. E. I.) qui adhéra à la C. T. I. en 1930, l'U. S. T. E. I. (statuts officiels déposés sous le nom de U. S. T.) groupait les syndicats suivants : Dessinateurs, Ingénieurs, Agents de maîtrise, Techniciens des Industries Chimiques, Traceurs et Chefs d'équipe en charpente, serrurerie et chaudronnerie, Chefs de service commerciaux et administratifs, Techniciens des Travaux Publics, Officiers radiotélégraphistes de la Marine Marchande.

Les dessinateurs formaient la grande majorité de l'U. S. T. Ils étaient au nombre de 5.000 en 1930, mais étaient retombés à 1.000 en 1936.

Les 10 et 11 mai 1936, des pourparlers de fusion eurent lieu à St-Nazaire, en présence de M. Racamond, secrétaire confédéral de la C. G. T., entre la Fédération des Dessinateurs de France affiliée à la C. G. T. depuis 1905 et l'U. S. T. E. I.

Le 6 juin 1936, sous la pression des événements, la fusion s'opérait et la Fédération des Techniciens, dessinateurs et assimilés de l'Industrie et des Arts appliqués était constituée au sein de la C. G. T.

Un Congrès administratif fédéral a eu lieu le 13

juillet 1936. Il a voté à l'unanimité une résolution sur la structure dont nous extrayons les passages suivants qui définissent très exactement la volonté de collaboration étroite de la Fédération des Techniciens avec la C. G. T. :

« Conformément aux suggestions du Bureau Confédéral exprimées par le camarade Racamond, la structure décidée provisoirement jusqu'au congrès statutaire tient compte :

1° De la nécessité pour la Fédération de s'organiser en vue de la défense efficace des revendications de ses adhérents;

2° De collaborer dans le cadre de la C. G. T. avec l'ensemble de l'organisation des travailleurs à l'étude des grands problèmes techniques que pose l'évolution économique au mouvement syndical;

3°..... L'organisation des techniciens doit s'orienter vers une liaison organique de plus en plus étroite avec les organisations ouvrières de la C. G. T. L'essentiel dans la période actuelle, c'est de répondre à la volonté des techniciens d'obtenir une amélioration immédiate de leurs conditions de vie. Cette amélioration ne sera obtenue que grâce à une structure permettant l'organisation des luttes aux côtés de leurs camarades, donc similaire, dans la mesure du possible, à celle des organisations syndicales ouvrières ».

La Fédération des Techniciens, dès sa fondation, connut un prodigieux essor à la faveur du mouvement social de 1936.

Son organe officiel, « L'Action Syndicale », donne, dans le numéro de juin-juillet 1937 le bilan d'un an d'activité :

« 120 conventions collectives satisfaisantes, 80.000 techniciens syndiqués répartis dans :

84 syndicats toutes industries; 7 syndicats de métallurgie, 6 syndicats de textile, 4 syndicats de produits chimiques, 3 syndicats de bâtiment, 3 syndicats de verrerie, 3 syndicats de papier-carton, 2 syndicats d'alimentation, 1 syndicat de cuirs et peaux, 1 syndicat des arts industriels, 1 syndicat des arts graphiques, 1 syndicat des chefs de service de l'édition-presse-messageries. Soit 116 syndicats, auxquels il faut ajouter dans la Fédération, 1 syndicat national des chefs de service, 1 syndicat des Ingénieurs et Techniciens de l'Agriculture, 1 Association nationale d'élèves-ingénieurs, 1 centre national de documentation.

Voilà le bilan d'un an de dévouement....., c'est l'honnête transformation d'une dizaine de syndicats et de 1.200 adhérents de l'U. S. T. E. I. et de la Fédération des Dessinateurs ».

## § 2. — *Décadence de la Fédération des Techniciens.*

D'inquiétantes lézardes n'allaient pas tarder à se faire jour sur ce bel édifice.

Les malheurs de la Fédération des Techniciens trouvent leur origine dans ses frictions avec les organisations ouvrières sur des questions de recrutement et d'attributions. Ces tiraillements ne sont pas

nouveaux. Bien avant la formation de la Fédération, on pouvait en noter de semblables. Dans un rapport de janvier 1930 du Syndicat National des Agents de Maîtrise et Techniciens assimilés, nous relevons : « .... chez Grammont et à la Cie des Téléphones Thomson-Houston, les contrôleurs électriciens sont considérés comme compagnons, et des camarades de ces maisons se sont émus de voir que notre recrutement s'étendait jusqu'à eux..... »

A l'époque où la Fédération des Techniciens était en pleine prospérité, en juin 1936, un très violent conflit éclatait entre elle et la Chambre Syndicale des Techniciens et Employés du Bâtiment (rattachée à la fédération ouvrière du Bâtiment) qui entendait bien être seule habilitée à la discussion de la convention collective. Ce différend fut réglé à grand' peine ce qui n'est pas à dire que les relations des deux organisations se soient sérieusement améliorées.

Mais des difficultés beaucoup plus profondes allaient surgir dont quelques signes avant-coureurs apparaissent déjà au premier Congrès ordinaire de la Fédération des Techniciens les 14 et 15 novembre 1936. D'assez vives critiques y sont formulées, par des militants trop peu éduqués, à l'adresse du Bureau Confédéral de la C. G. T., notamment sur les questions de l'arbitrage obligatoire et de l'organisation des techniciens de l'aviation. Cette révélation publique des premières divergences sérieuses entre la Fédération des Techniciens et le Bureau Confédéral constituait une maladresse insigne, et le secré-

taire général de la Fédération la déplorait amèrement : « Un malaise est apparu dans ce Congrès, dû à des paroles violentes de certains camarades. Il est regrettable que dans un Congrès, des militants n'aient pas une certaine prudence de langage. Toutes les facilités ne sont évidemment pas données à notre Fédération, des difficultés avec la Confédération existent..... » <sup>1</sup>.

Les événements évoluèrent rapidement et trois mois plus tard, la Fédération des Techniciens était en conflit ouvert avec les principales fédérations ouvrières et en sérieuses difficultés avec le Bureau Confédéral. Un communiqué de la Commission Exécutive Fédérale paru dans l'Action Syndicale de mars-avril 1937 ne laisse plus aucun doute à cet égard :

« A un oubli fréquent du mouvement des techniciens dans maintes industries, à une collaboration « confédérée » très insuffisante entre les militants fédéraux de ces industries et les militants fédéraux techniciens, aux complications qui résultent d'une volonté de coordination qui nous apparaît souvent unilatérale, s'ajoutent contre notre Fédération les effets déplorables de campagnes offensives, de dénigrements systématiques issus d'éléments cégétistes à divers échelons confédéraux. Il semble qu'on veuille méconnaître délibérément nos assemblées, nos congrès, leurs décisions..... »

Enfin, au Comité Confédéral National du 12 avril 1937, la Fédération des Techniciens allait essuyer les

(1) Action Syndicale, janvier 1937.

reproches les plus officiels. Le Peuple du 13 avril en fait le compte rendu suivant :

« Jouhaux a regretté que malgré les indications données par le dernier Comité National, peu de chose ait été fait par la Fédération des Techniciens que le Bureau Confédéral n'a pas cessé, cependant, de mettre en garde.

Les conflits se sont multipliés. La Fédération des Techniciens a refusé l'adhésion de l'Union syndicale des techniciens de l'Aviation que la C. G. T. a dû admettre comme organisation indépendante.

Les Fédérations des Employés, des Métaux, du Bâtiment, de l'Agriculture ont formulé des regrets au sujet de l'attitude de la Fédération des Techniciens...

Après avoir rappelé la nature de certains incidents, Léon Jouhaux a insisté auprès de la Fédération des Techniciens pour qu'elle applique la décision prise : constituer auprès de chaque Fédération ouvrière une section fédérale de techniciens ayant son autonomie..... »

Toutefois, le Comité Confédéral National ne jugea pas opportun d'en venir à des décisions immédiates. Il sanctionna le débat « en confirmant les décisions qu'il avait prises lors de sa précédente session et en demandant à la Fédération des Techniciens d'établir un rapport que le Bureau Confédéral et la Commission administrative examineront ».

La Fédération des Techniciens avait la vie sauve. Les Fédérations ouvrières ne se tinrent pas pour battues, et sous leurs plus rudes assauts (en particulier,

ceux de la Fédération des Métaux et de la Fédération des Produits Chimiques), la Fédération des Techniciens allait bientôt connaître les pires difficultés. D'aucuns mêmes purent croire qu'elle était touchée à mort lorsque, dans le courant de l'été 1937, au sein même de sa Commission Administrative, certains membres se révélèrent en parfaite identité de vues avec les fédérations ouvrières.

La Fédération des Techniciens ne s'est pas remise de ce coup. Depuis cette époque, elle a perdu de très nombreux éléments, surtout dans les Métaux et les Produits Chimiques, et presque toutes les fédérations ouvrières ont organisé des syndicats ou des sections de maîtrise qui la « déplument » systématiquement. Entièrement engagée dans cette lutte pour la vie, ses activités de propagande et d'organisation se sont considérablement réduites.

### § 3. — *Le conflit de structure.*

Ces déchirements ont donné lieu, de part et d'autre, à une abondante littérature, les uns se faisant les champions de l'organisation des techniciens dans une Fédération autonome, les autres condamnant cette néfaste « excroissance » sur la structure régulière de la C. G. T.

Des observateurs attentifs mais insuffisamment informés se sont étonnés que ces divergences de structure, purement organiques en somme, puissent être cause de luttes fratricides aussi pitoyables et, tout compte fait, aussi préjudiciables aux uns qu'aux

autres. Nous ne nous attarderons pas, et pour cause, à peser les arguments les plus divers que les deux camps se sont opposés.

C'est qu'en effet, sous le couvert de soi-disant divergences organiques, nous sommes en présence d'un conflit d'essence politique. Il n'y a pas d'autre raison au sectarisme et à l'exaspération des adversaires, comme aussi, hélas, au parfait cynisme avec lequel les plus élémentaires traditions syndicales ont été bafouées.

La Fédération des Techniciens, à ses débuts, était vivement encouragée par la fraction ex-unitaire de la C. G. T. et nous avons vu que M. Racamond lui-même présida les pourparlers de St-Nazaire en mai 1936. En réaction, les ex-réformistes lui battaient froid, c'est ainsi par exemple que lors du conflit du Bâtiment évoqué plus haut, une note de M. Belin parue dans le Peuple du 26 juin 1936 déniait à la Fédération des Techniciens le droit de participer aux pourparlers du contrat collectif du Bâtiment.

Le vent tourna peu après, lorsque les ex-unitaires acquirent la conviction qu'ils n'arriveraient pas à séduire les dirigeants de la Fédération des Techniciens dont la plupart sont apparentés aux coterie politiques dissidentes qui se sont constituées sur l'aile gauche du parti communiste lors de la revision de sa ligne. Les mots d'ordre furent alors lancés dans toutes les fédérations ouvrières contrôlées par les ex-unitaires et nous avons vu l'ampleur que prit le conflit.

Parallèlement, un naturel rapprochement de la Fé-

dération des Techniciens et des ex-réformistes s'est opéré. L'Action Syndicale d'août-septembre 1937 reproduit les déclarations de M. Belin à la Commission Administrative de la Fédération des Techniciens le 10 juillet 1937 :

« Avant de donner son accord sur la création de la Fédération des Techniciens et de déléguer à St-Nazaire le camarade Racamond, nous avons examiné au Bureau Confédéral le problème de la Fédération des Techniciens. Lors de cet examen, nous avons été amenés aux conclusions suivantes : les techniciens sont peu perméables à la propagande syndicale. Il est donc impossible de les organiser suivant le principe des fédérations d'industrie dans les fédérations ouvrières. La Fédération des Techniciens a comme mission de faire pénétrer la C. G. T. dans les milieux qui lui seraient autrement fermés ou hostiles et de préparer ainsi les techniciens à l'intégration dans les fédérations d'industries..... En aucun moment le Bureau Confédéral n'a envisagé la disparition de la Fédération des Techniciens..... Il ne peut être question d'envisager cette disparition, la Fédération doit accomplir présentement une tâche considérable.

Dans quelques années, dans 5 ou 6 ans au plus tôt, peut-être faudra-t-il réexaminer le problème, mais rien ne nous y autorise d'y penser ». M. Belin devait affirmer de nouveau sa sympathie pour la Fédération des Techniciens en acceptant la présidence de sa Conférence Nationale du 16 octobre 1937.

Mais la Fédération des Techniciens entrait bientôt

dans une nouvelle phase de désagrégation, la cohésion ayant faibli dans le bloc anti-communiste puisqu'il faut l'appeler par son nom. Les démissions du secrétaire général et du secrétaire adjoint, fin décembre 1937, donnent assez la mesure de l'extrême faiblesse dans laquelle est tombée la Fédération des Techniciens.

Apportant le comble à ces aberrations, ses derniers fidèles, dont l'hostilité contre les ex-unitaires a tourné à l'idée fixe, en sont arrivés aux conceptions de structure les plus fantaisistes. Un rapport signé de l'ex-secrétaire adjoint de la Fédération des Techniciens et publié dans l'« *Eveil des Techniciens et Employés de la Métallurgie Parisienne* » de janvier 1938 plaide longuement en faveur d'une fusion de la Fédération des Techniciens dans la Fédération des Employés. Si les deux théories évoquées plus haut (organisation des techniciens soit dans une Fédération autonome, soit dans les fédérations ouvrières) sont l'une et l'autre parfaitement défendables, cette troisième théorie l'est beaucoup moins, et encore moins nous paraît convaincante la conclusion dudit rapport : « En résumé, nous avons tout à gagner à réaliser une large union des travailleurs payés au mois. » Il est probable que si demain la Fédération des Employés devait tomber aux mains des ex-unitaires, le rapporteur ne conserverait pas longtemps sa foi dans les avantages de cette « large union ».

## SECTION II.

### LA C. G. T. ET LES TECHNICIENS.

#### § 1. — *Les erreurs.*

Les vicissitudes de la Fédération des Techniciens n'embelliront pas l'histoire du syndicalisme français, mais quelles que puissent être les maladresses accumulées par cette Fédération, il faut rendre hommage aux efforts sincères du début.

Nous pensons qu'il y a eu de grands torts des deux côtés. Les ex-unitaires ont une position très systématique sur la question « trotskysme » qui les amène à suspecter automatiquement de collusion capitaliste quiconque s'apparente à cette confession. Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de la véritable rage avec laquelle ils poursuivent le démantèlement de la Fédération des Techniciens ou de ce qu'il en reste.

De l'autre côté, les violentes attaques de la Fédération des Techniciens contre certains grands militants ouvriers sont tout à fait regrettables, et il est infiniment plus pénible encore de noter la publicité que l'organe officieux des ex-réformistes croit devoir leur donner. C'est ainsi que dans « Syndicats » du 16 février 1938 et sous la signature de l'ex-secrétaire adjoint de la Fédération des Techniciens, le secrétaire de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, Henri Raynaud, est pris à partie dans les termes les plus agressifs. Quiconque connaît l'activité et la par-

faite dignité d'Henri Raynaud dans le mouvement syndical contemporain ne peut que déplorer de pareils errements<sup>1</sup>.

En tout état de cause, au moment où, nous l'avons vu, la C. T. I. atteint son apogée grâce à un patient et intelligent travail d'organisation, la C. G. T. essuie l'affront de se voir exclue du nombre des organismes admis à représenter les techniciens aux Conférences Matignon 1938.

Il peut être pénible de le reconnaître, mais cet affront est assez mérité. Ce n'est pas la Fédération des Techniciens, dans l'état où elle se trouve actuellement, qui pouvait prétendre sérieusement à participer à ces conférences, et d'autre part, le recrutement-techniciens des Fédérations ouvrières n'a guère donné de résultats présentement, sinon dans la petite maîtrise et les cadres subalternes.

Lorsque, courant août 1936, le Bureau Confédéral lançait son émouvant « Appel aux Ingénieurs et Techniciens de l'Industrie » contresigné par MM. Langevin (membre de l'Institut, directeur de l'Ecole de Physique et Chimie), Platrier (professeur à l'Ecole Polytechnique), Chapelon (professeur à la Faculté des Sciences de Lille), Beaurepaire (Ingénieur en chef des Tabacs), Edouard Serre (Directeur technique d'Air-France), on pouvait penser que venait de retentir le coup de gong annonciateur d'une action de vaste en-

(1) Ces frictions entre ex-adversaires, réformistes et unitaires, pourraient laisser penser à une unité précaire. Ce serait une vue fautive. L'unité syndicale est solidement cimentée, mais à la vérité, elle souffre beaucoup de la non-unité politique.

vergure dont le développement méthodique, longuement mis au point par des militants expérimentés, allait rompre peu à peu les préjugés de certaines couches sociales contre la C. G. T. Il n'en était rien. La C. G. T. a essayé un moment de conserver sous son contrôle direct un Syndicat National des Ingénieurs et Chefs de Service, mais elle l'abandonnait bientôt à la Fédération des Techniciens.

Il faut donc le constater. Dans les difficultés qu'a traversées la Fédération des Techniciens et qui ont abouti aux tristes résultats que nous savons, le Bureau Confédéral n'a pas voulu prendre position, ce qui bien souvent est la pire des positions. Il a assisté en quasi-spectateur aux déchirements que nous avons relatés et maintenant encore, il reste sans réactions devant les décombres.

Pourquoi ce désintéressement de la C. G. T. à l'égard des techniciens ? Trois tendances se manifestent ici. La première plaide non-coupable, la deuxième est nettement pessimiste, la troisième, qui participe des deux autres, conclut au laisser-faire.

On a dit : la C. G. T. ne se désintéresse nullement des techniciens, bien au contraire puisque toutes ses organisations se les disputent. Au surplus, le Bureau Confédéral n'a pas à se prononcer ; en pareil cas, c'est la base qui décide et choisit librement l'organisation qu'elle préfère, Fédération des Techniciens ou Fédération ouvrière. Mais ce qui est inadmissible, au nom même de la démocratie syndicale qui a présidé

à ce choix, c'est que l'organisation évincée se refuse à reconnaître cette détermination de la base.

Cette thèse est soutenue par les Fédérations ouvrières chaque fois qu'elles réussissent à « souffler », un syndicat à la Fédération des Techniciens. Elle nous paraît assez spécieuse. Sans doute, la base doit-elle se déterminer librement. Mais est-ce à dire qu'il fallait tolérer cet invraisemblable gâchis ? Il appartenait justement au Bureau Confédéral de suivre de près les mouvements de la base pour tâcher d'en dégager le sens général et prendre toutes décisions de structure consécutives. Il lui appartenait, après la mercuriale infligée aux dirigeants de la Fédération des Techniciens au Comité Confédéral National d'avril 1937 de veiller à ce que les engagements contractés soient tenus. Enfin et surtout, il lui appartenait de rappeler toutes les organisations à la stricte observance des règles démocratiques et de se montrer particulièrement intransigeant à cet égard.

La deuxième théorie, tirant argument des faits eux-mêmes, constate avec amertume l'immensité des efforts et des luttes pour le très maigre résultat obtenu, tant d'un côté que de l'autre. Elle conclut, non sans tristesse, au manque de maturité sociale des techniciens et à leur absence totale d'intrépidité. En l'Etat actuel de l'évolution des esprits, elle pose donc que la C. G. T. a mieux à faire qu'à perdre son temps de ce côté. Qu'elle reste accueillante aux techniciens, mais qu'elle n'aille pas les chercher.

Ces conceptions se retrouvent surtout chez les ex-

réformistes. Il est curieux de noter par exemple que le Comité Directeur de la Fédération du Livre s'est toujours déclaré hostile à la constitution de syndicats de maîtrise au sein de sa Fédération. Les dirigeants du Livre manifestent un scepticisme souriant lorsqu'on leur parle des aspirations des techniciens vers la C. G. T. Tout au plus ont-ils toléré la constitution d'une section de maîtrise au sein du Syndicat du Livre Parisien.

Nous ne saurions nous associer non plus à cette deuxième théorie. Le syndicalisme manquerait à ses traditions les plus constantes s'il ne prenait pas les devants dans l'organisation et la défense d'une couche sociale menacée de servage.

Et pour s'en tenir à un point de vue plus immédiat, il est impossible de nier que si le mouvement syndical des cadres avait été mieux coordonné dans la C. G. T., les résultats en seraient plus brillants. Il ne faut pas oublier que la Fédération des Techniciens, après quelques mois d'existence et avant de s'abîmer dans les luttes que nous savons, avait à son actif un bilan des plus remarquables.

Enfin, les ex-unitaires les plus froidement révolutionnaires, soutiennent que cette question des techniciens ne présente absolument aucun intérêt. Que faut-il poursuivre ? La substitution de la dictature du prolétariat au régime capitaliste. Tout le reste est littérature. Les techniciens ? Ils « suivent » toujours. On l'a bien vu en juin 1936 où, sans participer de façon active au mouvement social, ils n'ont pas,

en général, gêné les luttes ouvrières ni pris fait et cause pour le patronat. Inutile donc de se donner le mal de les organiser en syndicats. Ils « comprendront » le jour où il le faudra; en attendant, qu'ils fassent ce qu'ils veulent. Par contre, comme la Fédération des Techniciens est une citadelle camouflée du capitalisme, *delenda est...*

En somme, cette théorie représente les cadres comme des éléments essentiellement passifs. C'est là une vue imprécise. Les cadres ont, dans l'ensemble, des réflexes individualistes ce qui n'est pas la même chose. S'ils ont plus ou moins « suivi » en juin 1936, c'est avec l'espoir que le contre-coup des revendications ouvrières serait peut-être susceptible de leur faire retrouver cette condition sociale antérieure sur laquelle, nous l'avons vu, ils ne cessent de perdre depuis de longues années déjà. Mais si demain des éléments trop turbulents voulaient entraîner le mouvement ouvrier dans une aventure téméraire, nos moutons de techniciens pourraient bien devenir enragés. Rien de plus facile, au surplus, pour ceux dont les fonctions consistent beaucoup moins à exécuter des gestes précis qu'à faire jouer des éléments immatériels : initiative, autorité, etc...

§ 2. — *L'œuvre à accomplir.*

..... ce qui rapproche, ce n'est  
pas la communauté des opinions, c'est  
la consanguinité des esprits.

Marcel PROUST.

Les extraits des délibérations du Comité Confédéral National et des déclarations de M. Belin, que nous avons reproduits dans la section I du présent chapitre, nous ont précisé chemin faisant la position de principe du Bureau Confédéral sur la question des techniciens : maintien d'une Fédération autonome tant que les techniciens resteront rebelles à leur organisation dans les Fédérations ouvrières. Nous savons ce qu'il en est advenu.

L'insuccès de la C. G. T. dans le domaine des Techniciens a pour cause profonde un manque de foi, les développements qui précèdent l'établissent jusqu'à l'évidence. Si l'état-major de la C. G. T. (accaparé par un travail surhumain du côté ouvrier, il faut le dire à sa décharge) avait été pénétré de l'importance exceptionnelle de cette question, nous serions aujourd'hui en présence d'une œuvre en plein essor et les meilleurs espoirs seraient permis. Mais il n'y a eu que velléités là où il fallait une volonté soutenue et agissante dans le cadre d'un plan rationnel. Rien ne sera perdu le jour où cette volonté s'affirmera. Quant au plan, l'expérience acquise est précieuse et vaut qu'on s'y arrête.

Elle a démontré tout d'abord que la petite maîtrise et les cadres subalternes s'organisent volontiers dans les Fédérations ouvrières. Deux solutions se

présentent ici : syndicats autonomes de maîtrise directement rattachés à la Fédération ouvrière, ou sections de maîtrise au sein des syndicats ouvriers. La première formule se révèle préférable, du moins tant que l'éducation sociale des ouvriers et des cadres ne les aura pas amenés à un certain stade d'objectivité réciproque.

En ce qui concerne les hauts cadres (ingénieurs, chefs de service, cadres d'études, etc...) dont la C. G. T. n'a pu grouper jusqu'ici qu'un infime pourcentage, nous pensons que les Fédérations ouvrières n'ont dans ce domaine aucune chance de succès, fût-ce sous la forme de syndicats autonomes. Lorsqu'une fédération ouvrière crée un syndicat de maîtrise, la petite maîtrise en constitue évidemment l'écrasante majorité. Dès lors, on explique assez les hésitations de la haute maîtrise à venir s'y organiser.

La formule idéale, le jour où la C. G. T. ambitionnera vraiment un recrutement sérieux dans ces sphères, nous apparaît dans la création d'une Fédération des Techniciens, mais *d'un tout autre caractère* que celle existant actuellement. Cette fédération aurait un double rôle :

1. Liaison des syndicats de petite maîtrise organisés dans les Fédérations ouvrières.

Il est indispensable qu'une coordination étroite existe dans l'activité générale des syndicats de maîtrise dispersés dans les Fédérations ouvrières. Une Fédération des Techniciens assurerait cette coordination avec bonheur en même temps qu'elle serait

une centrale de documentation d'une rare utilité pour toutes les questions touchant à l'ensemble de la maîtrise.

2. Groupement de syndicats de haute maîtrise (un syndicat par branche d'industries). C'est ce dernier rôle qui justifie le titre de Fédération pour l'organisme que nous envisageons.

Cette Fédération connaîtrait un rapide succès chez tous les techniciens, et ils sont nombreux, qui ont hésité à entrer à la C. G. T. et se sont finalement abstenus faute d'une organisation adéquate.

Sans doute ces syndicats de haute maîtrise inquiéteront-ils certains esprits et l'on ne manquera pas de signaler leur dangereuse perméabilité aux influences patronales. Ce n'est pas là, à notre sens, une difficulté insurmontable. Pour parer au danger de ces influences, un système de contrôles, statutairement défini, pourrait être envisagé aux deux échelons, fédéral et confédéral. Contrôle du Conseil Fédéral sur l'activité des Conseils Syndicaux, et contrôle du Bureau Confédéral sur l'activité de la Fédération. Sans transgresser les principes de démocratie syndicale, ces contrôles (qui, en dernière analyse, sont justement établis pour garantir le respect de ces principes) pourraient être beaucoup plus rigoureux que ceux qui sont habituellement prévus aux divers échelons dans les organisations ouvrières.

Pour nous résumer : l'organisation actuelle de la C. G. T. lui enlève toutes possibilités sérieuses de recrutement au-dessus de la maîtrise subalterne. Une

œuvre immense reste donc à accomplir. Puisse la C. G. T. ne pas regretter un jour d'avoir négligé certaines couches sociales qui ne demandaient qu'à venir à elle.

## CONCLUSION

Les grands cœurs ne sont jamais heureux, il leur manque le bonheur des autres.

La Bruyère.

Au début de cet ouvrage, nous avons montré que le capitalisme contemporain est condamné par tous ceux qui accordent la préséance aux valeurs humaines.

L'homme supportera-t-il ce régime jusqu'à n'être plus qu'un élément émasculé au sein d'une immense termitière ? Nous ne le pensons pas : « Dès que l'économie capitaliste sert surtout à la consommation d'une classe supérieure, disposant de revenus qui ne proviennent pas du travail, dès qu'elle passe de l'ascétisme au luxe, ses fossoyeurs sont déjà là, et pour les mêmes raisons qui ont fait des bourgeois de jadis les fossoyeurs du féodalisme » <sup>1</sup>

Il devient donc impératif de prendre une claire conscience des réalités. Les esprits positifs doivent commencer par s'ancrer dans cette foi en l'homme sans laquelle il n'est pas d'œuvre vivante. Quelle est cette œuvre ? Préparer l'insurrection disent les uns. Nous repoussons cette formule et lui opposons cette autre : construire la cité future.

(1) De Man. — L'Idée Socialiste, p. 143.

M. Dolléans l'a très justement exprimé :

« Sociale, technique, éducatrice, la révolution n'est pas une bataille d'Austerlitz, ni une brillante campagne d'Italie qui puisse être gagnée en quelques semaines; c'est une besogne médiocre, monotone, quotidienne, qui exige des années de persévérance, une vigilance, un courage de tous les instants...

Tâche ingrate que cette patiente faculté de constater, sans se décourager, des reculs, et après chacun d'eux, de reprendre la trame, de renouer les fils rompus et de relier les hommes impatientes et querelleurs dans un réseau d'habitudes et de pensées neuves » <sup>1</sup>.

C'est ici que le syndicalisme apparaît comme l'instrument le plus robuste pour mener à bien cette tâche ingrate sans doute, mais combien noble.

Le technicien comprendra-t-il un jour cette noblesse ? Viendra-t-il un jour au syndicalisme non plus par calcul ou par crainte, mais avec l'ardente volonté de conquérir ce rôle éminent qu'Henry de Jouvenel avait rêvé pour lui ?

C'est le plus cher de nos vœux. Les plus belles espérances sociales seront permises le jour où le technicien, fort de l'amour et du respect des masses, sera devenu « un homme dont la conscience sociale aura été affinée par le savoir, mais aussi un homme qui ne redoute aucune des puissances du monde qui pourraient l'empêcher de réaliser ce que lui dicte cette conscience sociale » <sup>2</sup>.

(1) E. Dolléans. — Victoire des Obscurs, p. 154.

(2) H. de Man. Masses et Chefs, p. 72.

## BIBLIOGRAPHIE

### I. — *Ouvrages.*

- GIDE et RIST. — Histoire des Doctrines Economiques, Sirey, 1929.
- EDOUARD DOLLÉANS. — Histoire du Mouvement Ouvrier, A. Colin, 1936.
- Victoire des Obscurs, éditions de Cluny, 1936.
- HENRI DE MAN. — L'Idée Socialiste, Grasset, 1935.
- La Joie au Travail, Alcan, 1930.
- Masses et Chefs, éd. de la Nouvelle Eglantine, Bruxelles, 1937.
- PAUL PIC. — Traité Élémentaire de Législation Industrielle, 6<sup>e</sup> édition, Rousseau.
- LUIGI DE SIMONE. — L'Avenir du Machinisme, Payot, Lausanne, 1935.
- Gaëtan PIROU. — La Crise du Capitalisme, Sirey, 2<sup>e</sup> éd., 1936.
- MAURICE DRUESNE. — Les problèmes économiques et la technocratie, Payot, Paris, 1933.
- PAUL PLANUS. — L'organisation rationnelle et les affaires. Centre de Préparation aux Affaires (Chambre de Commerce de Paris).
- F. FRIED. — La Fin du Capitalisme, Grasset 1932.
- G. BRICARD. — L'organisation Scientifique du Travail, A. Colin, 1927.
- A. ROSIER. — Du Chômage Intellectuel, Delagrave, 1934.
- J. WILBOIS. — Le chef d'entreprise, sa fonction, sa personne. Alcan, 1931.
- Wladimir WOYTINSKY. — Les conséquences sociales de la crise. Etudes et Documents du B. I. T., Genève 1936.
- R. P. GILLET. — Appel au Bon Sens, Spes, 1937.

II. — *Publications et documents divers.*

Bulletin de la Statistique Générale de France.

La Journée Industrielle.

Le Peuple.

Idée et Action (avril-mai 37).

Syndicats.

La Technique Moderne (supplément du 1-12-36).

La Revue des Vivants (nov.-déc. 1935).

Etapes.

Bulletin du Comité Central Industriel de Belgique.

Publications et tracts des Syndicats Professionnels Français.

— — de la C. G. C. E.

— — de la C. F. T. C.

— — de la C. T. I. et de la F. N. S. I.

— — de la Fédération des Techniciens.

— — de la C. G. T.

Vu : *Le Doyen,*

EDGARD ALLIX.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

WILLIAM OUALID.

Vu et Permis d'Imprimer :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

G. ROUSSY.

## TABLE DES MATIERES

|                    |    |
|--------------------|----|
| AVANT-PROPOS ..... | 5  |
| INTRODUCTION ..... | 11 |

### PREMIERE PARTIE.

#### *LES TECHNICIENS ET L'EVOLUTION INDUSTRIELLE.*

|                                                                         |    |
|-------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — <i>L'Evolution Industrielle</i> .....                     | 23 |
| <i>Section I.</i> — Le Progrès technique .....                          | 24 |
| § 1. La Machine .....                                                   | 24 |
| § 2. L'Organisation Scientifique du Travail ..                          | 28 |
| § 3. La Concentration Industrielle .....                                | 32 |
| § 4. Conclusion .....                                                   | 33 |
| <i>Section II.</i> — Le Capitalisme Contemporain .....                  | 35 |
| § 1. L'Evolution Capitaliste .....                                      | 35 |
| § 2. Valeur Sociale du Capitalisme Contem-<br>porain .....              | 37 |
| CHAPITRE II. — <i>Le Monde Moderne et les Techniciens.</i>              | 39 |
| <i>Section I.</i> — Le Rôle du Technicien dans la Pro-<br>duction ..... | 39 |
| § 1. La Peau de Chagrin .....                                           | 39 |
| § 2. Définition et classification des Techni-<br>ciens .....            | 44 |
| <i>Section II.</i> — La Condition Sociale des Techni-<br>ciens. ....    | 49 |
| § 1. Le Problème de la Répartition .....                                | 49 |
| § 2. Le Rôle Social des Techniciens .....                               | 52 |
| § 3. La part des Techniciens .....                                      | 54 |
| <i>Section III.</i> — Les Réactions Sociales des Techni-<br>ciens ..... | 61 |
| § 1. L'individualisme du Technicien .....                               | 61 |
| § 2. Les obstacles au syndicalisme des techni-<br>ciens .....           | 64 |

|                                                        |    |
|--------------------------------------------------------|----|
| § 3. Les courants syndicalistes dans la maîtrise ..... | 70 |
|--------------------------------------------------------|----|

## DEUXIEME PARTIE.

### LE DEVELOPPEMENT DU SYNDICALISME DES TECHNICIENS.

|                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <i>Les Pseudo-Syndicats</i> .....                                             | 77  |
| <i>Section I.</i> — Les Syndicats Professionnels Français. ....                             | 77  |
| § 1. Le syndicalisme « jaune » .....                                                        | 77  |
| § 2. Les S. P. F. et les techniciens .....                                                  | 78  |
| <i>Section II.</i> — La Confédération Générale des Cadres de l'Economie (C. G. C. E.) ..... | 81  |
| § 1. Origines de la C. G. C. E. ....                                                        | 81  |
| § 2. Importance et activité de la C. G. C. E. ....                                          | 84  |
| CHAPITRE II. — <i>Les Indépendants Hors-C. G. T.</i> .....                                  | 87  |
| <i>Section I.</i> — La Confédération des Travailleurs Intellectuels .....                   | 87  |
| § 1. Origines de la C. T. I. ....                                                           | 87  |
| § 2. Importance actuelle de la C. T. I. — Son œuvre .....                                   | 88  |
| § 3. La C. T. I. et les grandes organisations de techniciens .....                          | 90  |
| I. La Fédération Nationale des Syndicats d'Ingénieurs .....                                 | 90  |
| A. L'Union des Syndicats d'Ingénieurs Français .....                                        | 90  |
| B. L'Union Sociale des Ingénieurs Catholiques .....                                         | 92  |
| C. Evolution de l'U. S. I. F. et de l'U. S. I. C. ....                                      | 92  |
| D. Le Syndicat Professionnel des Ingénieurs Diplômés (S. P. I. D.) .....                    | 93  |
| E. La Fusion .....                                                                          | 94  |
| F. Valeur syndicaliste des organisations de la F. N. S. I. ....                             | 95  |
| II. Organisations diverses de techniciens. ....                                             | 97  |
| III. Le Rassemblement des Cadres .....                                                      | 98  |
| <i>Section II.</i> — Le mouvement chrétien .....                                            | 100 |

|                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE III. — <i>La Confédération Générale du Travail.</i>            | 104 |
| <i>Section I. — La Fédération des Techniciens</i> ....                  | 104 |
| § 1. Historique et développement de la Fédération des Techniciens ..... | 104 |
| § 2. Décadence de la Fédération des Techniciens .....                   | 107 |
| § 3. Le conflit de structure .....                                      | 111 |
| <i>Section II. — La C. G. T. et les techniciens</i> .....               | 115 |
| § 1. Les erreurs .....                                                  | 115 |
| § 2. L'œuvre à accomplir .....                                          | 121 |
| CONCLUSION .....                                                        | 125 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                     | 127 |

---

---

IMP. DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS-BOURG

---



